

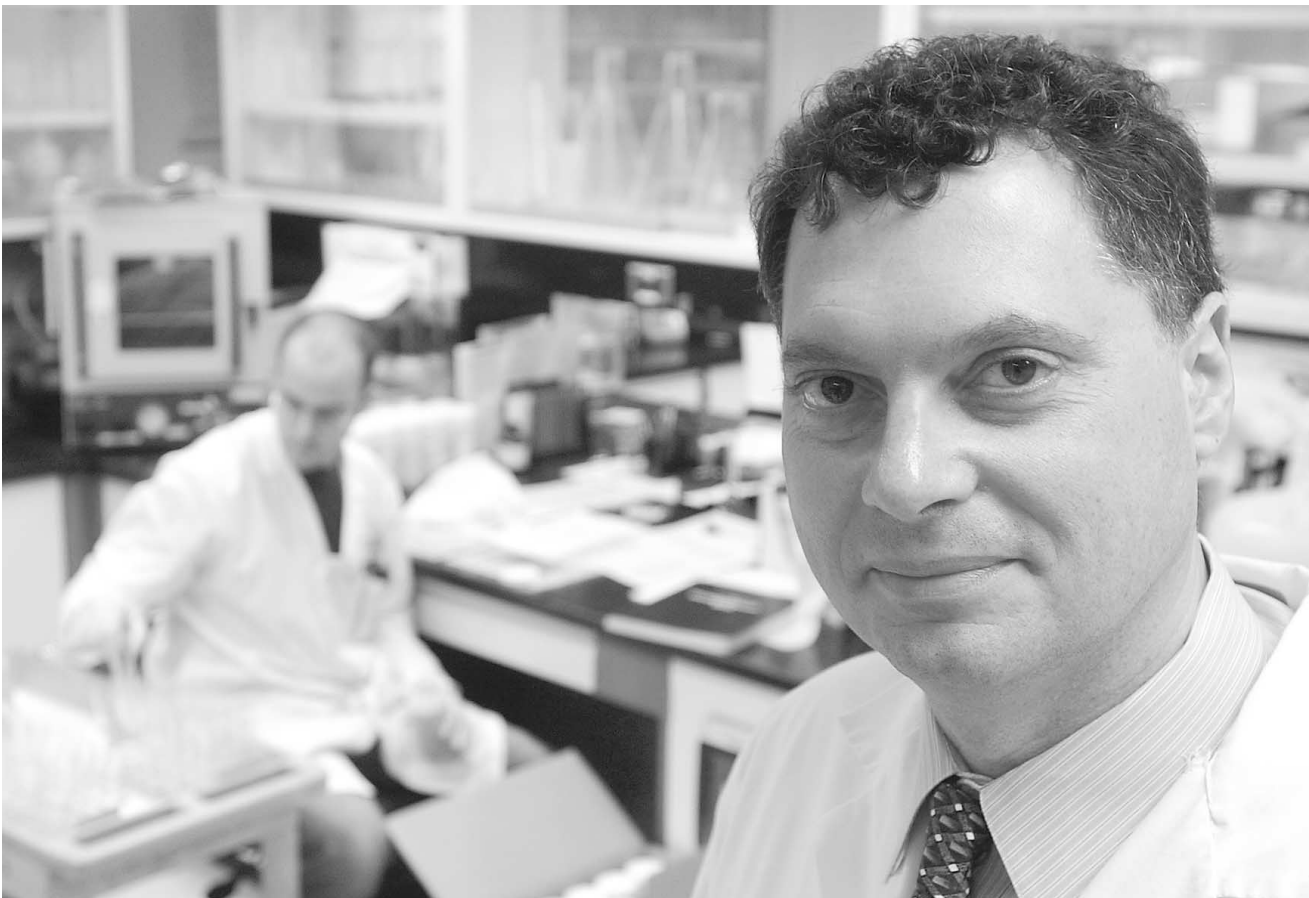
# AFFAIRES

La Presse

<b>S&amp;P / TSX</b> 6394,98 -1,65 -0,0%	<b>TSX CROISSANCE</b> 1056,73 6,64 0,6%	<b>S&amp;P / TSX 60</b> 365,09 -0,51 -0,1%	<b>NASDAQ CANADA</b> 234,10 1,06 0,5%	<b>NASDAQ</b> 1383,49 -13,09 -0,9%	<b>DOW JONES</b> 8277,15 36,77 0,4%	<b>S&amp;P 500</b> 878,85 2,40 0,3%	<b>OR</b> 325,30 \$US 0,40 0,1%	<b>PÉTROLE</b> 25,44 \$US -0,64 -2,5%	<b>DOLLAR</b> 67,95 €US 0,08	<b>DOLLAR</b> 63,32 €EURO 0,23
--	---	--	---	--	---	---	---------------------------------------	---	------------------------------------	--------------------------------------

CAHIER E | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 5 AVRIL 2003

BOURSES



Paul Salloum, à la tête de Thérapex, de Montréal, dirige une des 550 firmes québécoises actives sur le marché de la sécurité civile. Thérapex fabrique des décontaminants contre les armes biochimiques.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse ©

## 550 PME actives sur le marché de la sécurité civile au Québec

DENIS ARCAND

Une étude commandée par le gouvernement du Québec laisse croire que l'industrie québécoise de la sécurité civile pourrait rapidement dépasser en importance l'industrie militaire.

« La guerre en Irak et les attentats du 11 septembre sont deux facteurs qui augmentent le sentiment d'insécurité un peu partout dans le monde, mais le principal impact économique ne se trouve pas du côté de l'industrie militaire, contrairement à ce qu'on pourrait croire », affirme Yves Bélanger, spécialiste des dépenses militaires à l'UQAM. Au terme d'une étude faite pour le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, M. Bélanger évalue à au moins 550 le nombre d'entreprises québécoises qui sont actives sur le marché de la sécurité civile.

« En focalisant trop sur le marché de la défense, on passe à côté de l'essentiel. La sécurité est un marché

beaucoup plus important que la défense dans le tissu industriel du Québec. »

« Toutes les compagnies présentes sur ce marché ne font pas que cela, loin de là. On trouve là dedans des firmes qui font quelques-unes des composantes en sous-traitance pour d'autres firmes (généralement européennes et américaines), et à l'autre extrémité, des firmes qui font des produits de sécurité très sophistiqués. »

Le ministère a trouvé l'étude de M. Bélanger assez concluante pour organiser un colloque commercial sur ce marché, qui aura lieu le 17 avril à l'hôtel Sofitel de Montréal. « C'est un univers de PME, bien plus que dans les autres secteurs manufacturiers du Québec », dit M. Bélanger. Et c'est un secteur tourné (à 85 %) vers l'exportation internationale.

Voir SÉCURITÉ CIVILE en E2

## Doutes en Bourse envers le plan de Bombardier

MARTIN VALLIÈRES

**TORONTO – Les actions de Bombardier ont cédé hier en Bourse la moitié du gain enregistré jeudi après la divulgation du plan de redressement réclamés par ses bailleurs de fonds, et qui comprend la vente de la division des motoneiges Ski-Doo, le berceau de l'entreprise.**

Les actions de Bombardier ont terminé la semaine à 3,36 \$, en baisse de 5,6 % sur le cours de fermeture de la séance de jeudi, durant laquelle elles avaient progressé de 10 %.

Les actions de Bombardier furent aussi les plus négociées à la Bourse de Toronto, pour la deuxième journée consécutive. Quelque 17,2 millions d'actions ont changé de mains hier, comparativement aux 26,4 millions échangées jeudi.

De l'avis d'analystes, ce niveau élevé d'activités traduit l'incertitude des investisseurs envers les résultats du redressement financier de Bombardier au cours des prochains mois.

Aussi, à court terme, les investisseurs attendent de voir le prix des actions que Bombardier veut émettre rapidement afin de se renflouer, pour une valeur d'au moins 800 millions de dollars.

Peu doutent de l'intérêt de cette émission d'actions. Mais on s'attend aussi que leur prix qui pourrait se situer autour de 3,50 \$ l'unité, selon la cote boursière récente, obligera l'émission d'un nombre élevé d'actions qui auront un effet de dilution important sur celles déjà en circulation.

Bombardier devrait annoncer le prix de ses nouvelles actions lundi ou mardi prochain, suggérait-on hier dans le milieu boursier de Toronto.

Par ailleurs, un autre facteur d'incertitude parmi les investisseurs envers le plan de redressement financier de Bombardier est la valeur que l'entreprise pourra obtenir de la vente de sa division des produits récréatifs Ski-Doo et Sea-Doo.

En annonçant cette décision, jeudi à Toronto, les dirigeants de Bombardier, dont le nouveau président Paul Tellier, ont indiqué qu'ils s'attendaient à obtenir entre 1,4 et 1,5 milliard de dollars pour la division basée à Valcourt, au Québec.

Mais dans leurs commentaires subséquents, des analystes se sont montrés plus conservateurs. Leur consensus se situe davantage autour de 1,1 à 1,2 milliard de dollars. Selon l'analyste new-yorkais George D. Shapiro, de la firme Salomon Smith Barney, l'apport net après impôt de cette vente pour Bombardier ne devrait guère dépasser les 800 millions.

Quant à l'identité d'acquéreurs potentiels de la division des produits récréatifs, les spéculations continuaient d'aller bon train hier.

Des analystes suggéraient des concurrents actuels de Bombardier dans ce secteur, dont Honda et Yamaha du Japon, ainsi que Polaris Industries, des États-Unis.

Quant au groupe industriel Deere & Co, présumé intéressé en raison de son partenariat commercial avec Bombardier pour des petits véhicules tout-terrain (VTT), on a refusé tout commentaire, hier, au siège social de Moline en Illinois.

Voir DOUTES en E2

## À 8,9%, la progression du chômage au Québec ne sème pas la panique

MARIE TISON

ALORS QU'IL AVAIT battu des records de création d'emplois en 2002, le Québec a perdu 20 800 emplois en mars, ce qui a fait bondir le taux de chômage de 8,6 à 8,9 %.

Pour les économistes, toutefois, l'heure n'est pas encore à l'inquiétude.

« J'attends avant de presser le bouton de panique », déclare M. Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale.

« Je vais commencer à m'inquiéter si je vois le taux passer de façon durable au-dessus de la barre du 9 %, ajoute-t-il. Là, je ne trouverais pas ça normal, mais à ce moment-ci, je ne m'inquiète pas trop. »

Pour Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins, la perte de 20 800 emplois laisse quand même un goût amer.

Elle note que les pertes proviennent surtout du secteur de la fabrication, qui a vu ses effectifs diminuer de 21 400 personnes. Les secteurs du bois, des vêtements et des produits aérospatiaux ont été les plus touchés.

« Le conflit dans le secteur du bois d'oeuvre et le ralentissement saisonnier ont fini par affecter les producteurs québécois, qui ont dû procéder à un ralentissement ou à un arrêt des activités », explique-t-elle.

### Variation de l'emploi au Québec

Entre février et mars 2003

<b>Perte totale d'emplois</b>	<b>20 800</b>
Pertes dans le secteur des biens	15 700
Pertes dans le secteur des services	5 100
<b>Principales pertes</b>	
Fabrication	21 400
Agriculture	7 700
Finance, assurances et immobilier	5 300
Gestion d'entreprises et services administratifs	5 000
Services d'enseignement	4 600
<b>Principaux gains</b>	
Construction	13 100
Hébergement et restauration	9 900

Source: Statistique Canada

Elle ajoute que les pertes au niveau du vêtement peuvent s'expliquer par l'ouverture des marchés qui ont été négociée dans le cadre

de l'Organisation mondiale du commerce et par la décision du gouvernement canadien de donner accès sans tarifs aux importations des 48 pays les moins avancés du monde.

« Les déconvenues du secteur de l'aéronautique n'ont plus de secret et les mises à pied annoncées depuis des mois commencent à prendre leur effet », ajoute-t-elle.

Toutefois, le secteur de la construction a enregistré un gain de 13 100 emplois alors que celui de l'hébergement et de la restauration s'est enrichi de 9 900 emplois.

M. Pinsonneault, de la Financière Banque Nationale, conserve encore son objectif d'une création de 60 000 emplois au Québec en 2003.

« Je ne modifie pas ma position, mais j'espère qu'il y aura des gains au cours des prochains mois », déclare-t-il.

En février, le Québec avait créé 8 500 emplois, mais il y avait eu tellement de nouveaux arrivants sur le marché du travail que le taux de chômage avait quand même augmenté, passant de 8,4 à 8,6 %.

La province avait perdu 7 300 emplois en janvier, mais un nombre moins élevé de nouveaux arrivants sur le marché du travail avait entraîné une légère baisse de 0,1 point du taux de chômage.

Au cours des trois premiers mois

de l'année, ce sont donc 19 600 emplois qui ont été perdus au Québec.

Au Canada, 67 300 emplois ont été créés au cours des trois premiers mois de l'année, ce qui est bien moins élevé que le nombre de 178 600 enregistré pendant la même période de l'année précédente.

En mars, le nombre d'emplois a augmenté de 14 000, ce qui a permis au taux de chômage de diminuer légèrement de 7,4 à 7,3 %.

« C'est surprenant qu'on ait pu créer de l'emploi à un rythme aussi respectable », indique Marc Lévesque, économiste principal et vice-président adjoint au Groupe financier TD.

Il explique qu'après l'important gain de 55 000 emplois au Canada en février, on aurait pu craindre un certain repli en mars. En outre, l'économie américaine connaît de sérieuses difficultés. Ainsi, le principal partenaire commercial du Canada a perdu 359 000 emplois en février et 108 000 emplois en mars. Les économistes américains s'attendaient à une perte trois fois moins élevée.

Le taux de chômage est toutefois demeuré stable à 5,8 %.

« C'est le genre de pertes d'emplois qu'on voit en début de récession, affirme M. Lévesque. »

Voir CHÔMAGE en E2

### AUJOURD'HUI

#### Une bonne année financière

Frank Stronach, président du conseil de Magna International Inc., a connu sa meilleure année en termes de rémunération en 2002. Page 3



Bombardier, l'américaine? Page 4

#### Percée de la MMO

La société mère de la Banque de Montréal poursuit son avancée sur le marché de la PME américaine. Page 3



Mauvaises nouvelles sur le front de l'emploi. Page 5

Québec Élections 2003

cyberpresse.ca

www.cyberpresse.ca/politique

Observez!  
Toutes les photos



# Un marché à croissance exponentielle

DENIS ARCAND

**Thérapex, de Montréal, est une firme qui ne court pas après les caméras, mais elle fabrique un produit que vous avez vu à la télé.**

« Nous fabriquons une mousse contre les armes biochimiques, qui décontamine le matériel et les bâtiments. La mousse que vous avez vue dans les journaux et à la télé durant les alertes à l'antrax aux États-Unis en 2002, c'est nous », a dit hier Paul Salloum, vice-président et chef de la direction de EZ-EM Canada, qui comprend la division Thérapex.

Thérapex est la filiale montréalaise de la pharmaceutique américaine E-Z EM, de New York. Elle est typique de l'industrie québécoise de la sécurité, dans le sens où seulement une petite partie de ses activités est liée à la sécurité.

Thérapex fabrique la mousse décontaminante pour la firme ontarienne NBC-Team, spécialisée dans les produits de décontamination « anti-NBC » (nucléaire-bactériologique-chimique).

Mais c'est sa spécialité dans les onguents, crèmes, et liquides stériles utilisés dans les hôpitaux, qui l'a amenée dans l'industrie militaire, en 1997. Thérapex a alors obtenu un contrat pour fabriquer une lotion cutanée décontaminante réactive contre les gaz chimiques et certains agents bactériologiques. Ce premier contrat est venu d'une autre firme ontarienne de lutte anti-NBC, O'Dell Engineering.

La lotion de O'Dell et la mousse de NBC-Team ont été inventées par les laboratoires de la Défense nationale du Canada à Suffield, en Alberta. La lotion cutanée a été achetée par l'armée canadienne et par trois autres pays de l'OTAN.

## Première ligne

« Évidemment, c'est d'abord et avant tout un produit militaire, mais nous avons aussi vendu à des organismes de sécurité civile de première ligne, qui seraient les premiers à intervenir en cas d'attentat à l'arme chimique », dit M. Salloum.

Le marché civil des « premiers répondants », comme on les appelle dans le jargon de la sécurité civile, comprend les corps policiers, les aéroports, les services ambulanciers, les urgences d'hôpitaux, etc. Il s'agit d'un marché encore embryonnaire, « mais nous avons eu beaucoup, beaucoup, beaucoup d'appels de toutes sortes d'organismes civils de partout », dit M. Salloum.

La triste réalité géopolitique, dit M. Salloum, fait que Thérapex et son partenaire O'Dell sont assis sur un marché qui va croître exponentiellement. « Le fait est qu'il y a une demande énorme et qu'on est assis sur quelque chose de gros. »



**Ce soldat canadien en tenue de combat antibiochimique s'applique une lotion décontaminante pour la peau fabriquée à Montréal par Thérapex, lors d'essais au laboratoire des Forces canadiennes à Suffield, en Alberta.**

Avec les yeux du monde rivés sur Bagdad, ce qui se passera durant les prochains jours pourrait déterminer si la croissance se fera graduellement ou d'un coup, estime M. Salloum. Si aucune arme bactériologique n'est utilisée d'ici la fin de la guerre, la demande montera graduellement. « S'il y a une attaque au gaz — rien qu'une — le marché change immédiatement », dit-il. Thérapex a investi récemment 3 millions pour bâtir ses stocks.

L'armée américaine est assez intéressée à la lotion décontaminante de Thérapex et de O'Dell pour avoir déposé elle-même la demande d'approbation aux autorités pharmaceutiques américaines. « Apparemment, écrit *US Army*

dans le haut de la formule fait aller les choses plus vite... » dit M. Salloum. La Food & Drug Administration vient d'approuver la lotion le 28 mars.

Thérapex emploie 250 personnes à Montréal, dont seulement une douzaine travaillent à la vente et à la production des produits et de décontamination. « Mais ça pourrait atteindre une trentaine si la demande augmentait », dit M. Salloum.

## Neutraliser les explosifs

Proparms, de Carignan, fabrique des appareils de neutralisation d'explosifs de toutes sortes. Elle a été fondée jadis par Joseph Elsener, un membre de la famille qui a inventé le fameux couteau de l'armée suisse, affirme sa veuve, Leslie Rust. « Mon mari était un génie de la mécanique », dit-elle.

M. Elsener et Mme Rust ont mis au point des technologies de neutralisation qui sont utilisées par les artificiers de la Sûreté du Québec et de nombreux autres corps policiers dans 80 pays, dit-elle. Elles sont également à l'essai pour le déminage par plusieurs armées. La firme de 25 employés est active dans un marché compétitif, mais « en expansion incroyable ».

Le marché est essentiellement policier et militaire et le restera. « C'est un marché qui fait l'objet de contrôles très sévères, et à juste titre : on ne peut pas vendre ces appareils à n'importe qui », dit Mme Rust, qui ajoute avoir plus d'une fois refusé des commandes pour des raisons de sécurité et avoir communiqué avec la GRC.

Elle croit que le privé ne sera jamais un marché important. « C'est des clients de sécurité publique (et militaires), il y a seulement quelques organismes qui ont notre équipement, la NASA et le département américain de l'Énergie. »

Ses équipements sont le plus souvent montés sur des robots sur roues ou à chenilles qui sont fabriqués par d'autres compagnies.

## Robot rapide

Certaines de ces firmes sont embryonnaires. Collinéo, de Drummondville, a un effectif de exactement une personne, son fondateur et propriétaire l'ingénieur mécanicien Guillaume Lambert. M. Lambert a déjà commencé à se faire un nom dans l'industrie, grâce à un robot pour terrain très accidenté qui roule sur 6 roues, qui mesure 1,2 m par 60 cm, et qui roule à 15 km/h. « Les autres robots de taille comparable font seulement entre 3 et 5 km/h et ont une puissance beaucoup moindre que le mien, dit-il. Il est assez puissant, par exemple, pour haler un policier blessé et l'extraire d'une zone dangereuse. »

« Oui, le marché de la sécurité est intéressant, mais se spécialiser là-dedans n'aurait pas de sens, c'est trop petit. D'autant plus que je ne suis pas intéressé au marché militaire, qui est une foire aux lobbyistes », dit M. Lambert.

« Mon robot est une plate-forme multi-fonctionnelle sur laquelle on pourrait monter, entre autres, des applications de sécurité : appareils de surveillance, de manipulation à distance ou de lutte anti-nucléaire-bactériologique-chimique », dit-il (Collinéo a des liens avec la firme de déminage Proarms).

La firme a seulement deux ans, mais a déjà vendu son premier robot l'an dernier (M. Lambert ne veut pas dire à qui). « Et j'ai des discussions avec plusieurs clients potentiels ». Il ne dit pas combien il vend ses machines, mais il dit que les concurrents de même taille que le sien coûtent « entre 100 000 \$ et 150 000 \$, pour des machines très lourdes, très lentes, très chères et qui ne sont pas capables de faire grand-chose » par comparaison au robot Collinéo.

## DOUTES

Suite de la page E1

N'empêche, selon l'analyste Timothy Conder, spécialiste des produits récréatifs chez la firme A.G Edwards de St-Louis, au Missouri, le moment de la mise en vente de Ski-Doo et Sea-Doo par Bombardier risque de s'avérer difficile.

« Le marché de ce type de petits véhicules motorisés est en déclin. En plus, l'incertitude économique grandissante aux États-Unis pèse de plus en plus sur ce genre de dépenses discrétionnaires de consommation », a souligné M. Conder à *La Presse Affaires*.

Point de vue semblable de la part de Robert Evans, analyste en produits récréatifs chez Craig-Hallum Capital de Minneapolis, où sont basés les concurrents Polaris et Arctic Cat des produits Ski-Doo et Sea-Doo.

« Cette mise en vente est annoncée durant une période pour cette industrie qui est certainement plus avantageuse pour les acheteurs que pour les vendeurs d'entreprise », a suggéré M. Evans.

Dans ce contexte, il a dit s'attendre à ce que le rachat de la division des produits récréatifs de Bombardier intéresse davantage des firmes d'investissement flairant une affaire à rabais, plutôt que des entreprises présentes dans ce marché qui sont déjà préoccupées par la conjoncture chancelante.

Rappelons que la famille Bombardier avait annoncé jeudi son intention de participer à ce rachat comme investisseur minoritaire.

Elle a cité des raisons d'héritage familial mais aussi le souhait d'assurer la continuité des activités de Ski-Doo hors de l'entreprise Bombardier, et dont dépendent des milliers d'emplois dans la région de Valcourt en Estrie.

## CHÔMAGE

Suite de la page E1

« L'économie américaine souffre, toutes les données, presque sans exception, qu'il s'agisse d'emploi, de commandes, sont excessivement faibles. »

Mme Noreau soutient que c'est la force de la demande intérieure canadienne qui a « prémuni le Canada contre la grisaille ambiante de l'économie américaine ».

Elle indique que cette demande intérieure demeure forte, mais qu'il faut quand même se préoccuper du niveau de confiance des ménages américains.

« Ce dernier se détériore et s'il devait descendre encore, il affecterait de façon négative les exportations canadiennes vers les États-Unis. »

Par ailleurs, le Congrès du travail du Canada a noté que les travailleurs âgés de 55 ans et plus, qui forment environ 10 % de la main-d'œuvre canadienne, ont décroché 88 % des nouveaux emplois créés depuis le début de l'année au pays. Il semble donc que dans cette tranche d'âge, on continue à travailler plutôt que d'envisager la retraite.

## SÉCURITÉ CIVILE

Suite de la page E1

Et deux tiers des exportateurs n'exportent pas seulement aux États-Unis, mais dans divers pays d'Europe et d'ailleurs.

Pour tenir cette première étude à une ampleur générale, la recherche commandée par le ministère n'inclut pas le secteur des logiciels, ni celui de la biopharmaceutique, deux secteurs qui sont très impliqués dans ce marché, note M. Bélanger.

M. Bélanger n'a voulu nommer aucune des firmes qu'il a étudiées, soulignant la confidentialité de ses travaux.

Mais même si certaines travaillent avec une grande discrétion, d'autres sont facilement repérables sur Internet.

L'une d'elles est Forensic Technologies, qui produit des appareils destinés aux forces policières, comme IBIS, un système numérique d'analyse balistique qui accélère et automatise la méthode traditionnelle d'examen des projectiles, en vue de les lier à l'arme qui les ont tirés. Le système IBIS s'est fait connaître à travers le monde lors de l'enquête sur les deux *snipers* qui ont tué 13 personnes dans la région de Washington en octobre 2002.

Forensic emploie déjà 250 employés et son vice-président au marketing, Pete Gagliardi, affirme que la robuste demande policière va croître encore. Fait intéressant, quand on lui demande si un marché privé va se développer, il ré-

pond : « Oh, absolument. C'est certain. »

Forensic fait déjà affaire avec le privé en Angleterre, où les laboratoires d'analyse criminelle ont été privatisés.

Pour l'instant, aucune grande firme de détectives privés n'a passé de commande à Forensic pour IBIS. Par contre, dit-il, un des marchés qui va certainement être confié au secteur privé est celui des enquêtes sur les « antécédents criminels, professionnels et financiers » des fonctionnaires de ministères liés à la sécurité, mais aussi des employés de firmes privées à qui l'État confie des contrats dans des domaines sensibles. « Notre compagnie est un bon exemple, dit-il.

Nous travaillons à contrat pour des gouvernements du monde entier. Aux États-Unis, tout particulièrement depuis le 11 septembre 2001, la sécurité est une préoccupation importante surtout dans les domaines technologiques, parce que les employés de firmes qui travaillent sur des contrats gouvernementaux ont accès à des réseaux gouvernementaux. »

Forensic n'a pas de produit voué spécifiquement à ce créneau, mais elle vend un système de gestion des informations d'enquêtes policières appelé BARD qui ferait une bonne base technologique pour aider à faire « des mini-enquêtes de sécurité » sur les candidats à des emplois sensibles.

**Jetta**  
Êtes-vous fait pour Volkswagen?  
3127269  
3132168  
**Popular** 5441, rue St-Hubert  
MONTREAL  
Laurier  
Tél.: (514) 274-5471  
popular@popular.qc.ca

Corporation **Hartco** Corporation  
AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES  
VEUILLEZ PRENDRE NOTE que l'assemblée annuelle des actionnaires de Corporation Hartco se tiendra le jeudi 8 mai 2003 à 9 h 30 à l'hôtel Holiday Inn Montréal - Midtown, Salon Ambassadeur, 420, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec. La date de clôture des registres pour déterminer l'admissibilité des actionnaires de Corporation Hartco est fixée au 9 avril 2003.  
PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
Michael Lemieux  
Secrétaire-trésorier  
Anjou, Québec  
Le 5 avril 2003

**Playground Destination Properties** est fier d'officialiser le dévoilement de Veranda, un « authentique village balnéaire des Antilles » situé dans les majestueuses îles Turks et Caicos. Loin des regards, s'étirant sur Grace Bay, la plage « la plus romantique » selon Condé Nast Traveler, 85 familles privilégiées pourront profiter d'un style de vie incomparable tout en réalisant un investissement de grande valeur.

**Amour retrouvé**  
Dans un paradis perdu.

Des propriétés d'une beauté fabuleuse. Une opportunité rare. Pour découvrir comment vous aussi pourriez vivre à Veranda, soyez des nôtres dimanche le 6 avril 2003, à 14h00, à l'Hôtel St-Paul de Montréal (355 rue McGill). Pour de plus amples détails, appelez au **649.941.4604** ou visitez notre site à **www.verandaturks.com**

Ceci ne doit pas être considéré comme étant une offre de vente.

**Veranda**  
TURKS & CAICOS ISLANDS  
Un trésor caché.

**700**  
Affaires  
**710** OCCASIONS D'AFFAIRES  
**BAR LAITIER** La Crémère du centre ville de Mt, ouvert 12 mois, à vendre, cause maladie. 514-388-9156  
**C.A. pour P.M.E.** Impôts, tenue de livre, états financiers, consultation, etc. **F. Pecoraro C.A. 514-374-0644**  
**CAFÉ INTERNET**, clé en main, Centre-ville, associé demandé. 514-770-5206.  
**COMPAGNIE** américaine débutant au Québec recherche représentant(e) d'affaires. Aidez-nous à ouvrir le marché tout en lançant votre entreprise. Ligne info 514-350-3522. Pour nous joindre: 450-621-0528.  
**EXPERTISE ET SUPPORT POUR VOS FINANCES PERSONNELLES** "coaching" pour réorganiser et faire fructifier vos avoirs par des stratégies de réductions d'impôts vous amenant à votre liberté financière. Soyez informés et éduqués. Tél.: 514-905-5255  
**RECHERCHÉE par INVESTISSEUR** SÉRIEUX entreprise rentable ou avec bon potentiel de redressement. PAS de commerce de détail ou du secteur restauration. S.V.P., inf. par courriel: investisseur@canada.com  
**USINE** de fabrication de meubles opérationnelle, AUBAINE, vente rapide. 514-914-1954  
**714** FRANCHISES  
**FRANCHISES Concept unique**  
Académies populaires de formation et de participation à des spectacles (chant, chorégraphie, acrobatie) pour tous, enfants (filles et garçons), adolescent(e)s et adultes.  
**Nouvelle carrière ? Investissement ? Revenu supplémentaire ?**  
Connaissance du milieu non requise Formation complète Présence sur place non indispensable Rentabilité sans pareille  
Soutien continu Programmes et matériel de formation Fermé en été, 1 mois en hiver Capital total requis: environ 30 000 \$  
**Yves Prince, tél.: (450) 346-0999**  
courriel: yprince@sympatico.ca  
**715** SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT  
**1RE-2e HYP.** rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)  
**FINANCEMENT ET CAPITAL DE RISQUE**  
www.onyxfinancing.com  
**725** TENUE DE LIVRES, IMPÔT  
**DÉCLARATIONS** impôts, centre-ville, à partir de 25\$. 514-448-0468  
**LISETTE DESLAURIERS** comptable fiscaliste, particuliers et sociétés. Prix très avantageux. 514-494-6616.



PHOTO BLOOMBERG NEWS

Frank Stronach

# Magna: Stronach empoche 58 millions

Presse Canadienne

TORONTO — Frank Stronach, président du conseil de Magna International Inc., a connu sa meilleure année en termes de rémunération en 2002, alors qu'a plus que doublé la rétribution accordée à sa fille, Belinda Stronach, présidente-directrice générale de la société.

M. Stronach, qui a fondé l'entreprise de pièces de véhicules d'automobiles dans un garage de Toronto en 1957, a empoché 58,1 millions l'an dernier, l'essentiel de cette somme constituant des honoraires d'expertise versés par trois filiales européennes de Magna.

Il y a deux ans, alors qu'il avait gagné 54,7 millions, M. Stronach avait établi un nouveau record au chapitre du plus important salaire annuel jamais versé au pays. Il a amélioré cette marque en 2002.

Le salaire de base du président du conseil de Magna a été de 200 000 \$US, ses honoraires d'expertise ont atteint 33 millions US tandis que ses options sur des actions lui ont valu 6 millions CAN. Cette année, ses activités de conseil lui permettront de mettre la main sur 36 millions US.

Belinda Stronach, qui a ajouté en février le titre de présidente à celui de directrice générale, a quant à elle obtenu 9,1 millions CAN. Cette somme équivaut à un salaire de 110 500 \$ US, une prime de 4 millions ainsi que des options boursières valant 2,7 millions CAN. En 2001, elle avait empoché 2,7 millions.

Ces informations sont contenues dans une circulaire rédigée par la direction en vue de l'assemblée annuelle de Magna et qui a été soumise aux autorités de réglementation, mercredi.

M<sup>me</sup> Stronach a profité d'une hausse de sa participation aux bénéfices et de ses options d'achat d'actions parce qu'elle est sous-payée comparativement à ses homologues des 25 entreprises auxquelles sont comparées les performances de Magna, a indiqué le comité de rémunération du conseil d'administration de l'entreprise. Ce comité est présidé par Ed Lumley, ancien ministre fédéral de l'Industrie. En fait également partie l'ex-premier ministre de l'Ontario Mike Harris.

Frank Stronach contrôle 73 % des votes au conseil de Magna, essentiellement par l'entremise d'actions de catégorie B lui valant 500 votes chacune.

# Shell inaugure la production d'essence à faible teneur en soufre

Presse Canadienne

TORONTO — La société pétrolière Shell Canada a inauguré hier des unités de production d'essence à faible teneur en soufre à ses raffineries de Sarnia, en Ontario, et de Montréal, ce qui en fait le premier raffineur canadien en mesure de produire ce type d'essence d'un bout à l'autre du pays, a-t-elle soutenu.

Ces unités, connues sous le nom d'hydro-

traiteurs, permettent à Shell de réduire de 90 % la teneur en soufre de l'essence.

« L'achèvement des projets d'hydrotraiteurs d'essence de 150 millions en Ontario et au Québec en décembre 2002 a permis à Shell de répondre aux exigences de la réglementation fédérale sur la teneur en soufre de l'essence plus de deux ans avant l'échéance décrétée par Environnement Canada », a indiqué Shell par voie de communiqué.

La réglementation canadienne exige des raffineurs du pays qu'ils produisent de l'essence présentant une moyenne cumulative de 150 parties par million (ppm) de soufre

du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 31 décembre 2004, puis une moyenne de 30 ppm à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Le ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson, a félicité Shell. « Une essence à faible teneur en soufre dans le réservoir signifie moins de polluants rejetés dans l'atmosphère, et une baisse des polluants se traduit par un air plus sain, des gens en meilleure santé et une économie plus vigoureuse. Je félicite donc Shell pour ses efforts en vue de diminuer le niveau de soufre de son essence et pour l'engagement global de la société vis-à-vis des principes du développement durable », a-t-il déclaré.

# Pour l'heure, les nouvelles sont bonnes à la pompe pour les automobilistes

DAVID BOMBARDIER  
La Tribune

SHERBROOKE — Tant que les nouvelles seront bonnes pour les Américains au combat, elles le seront aussi pour les automobilistes. Mais si les troupes s'enlisent et que le conflit en Irak s'éternise, le prix du litre d'essence pourrait augmenter de façon importante.

Depuis un mois, le prix à la pompe a perdu près de 10 cents le litre en Estrie. Hier, dans le grand Sherbrooke, l'essence se vendait généralement 79,3 cents. On est loin du sommet historique de 88,5 cents enregistré en février, et ce, même si la guerre en Irak bat son plein.

Comment expliquer cette baisse de prix, alors même que des puits de pétrole flambent ? « Le prix du brut fluctue en fonction des nouvelles sur CNN », illustre le vice-président de l'Institut canadien des produits pétroliers, Carol Montreuil.

Avant le conflit, les acheteurs étaient nerveux, souligne le porte-parole. Ils craignaient que l'approvisionnement en pétrole soit menacé et ont donc acheté du pétrole sur-le-champ pour un, deux, voire trois mois, en prévision de la guerre. « Comme il y a eu une augmentation de la demande, les prix ont aussi augmenté », explique M. Montreuil.

Le 27 février dernier, le prix du brut a atteint un sommet de 12 ans pour atteindre 39,99 \$US. Devant le flot de récentes « bonnes nouvelles » du côté américain, le marché s'est relativement calmé, le baril se transigeant hier aux alentours de 26 \$US.

Quant à prévoir le prix de l'essence en Estrie au cours des prochaines semaines, Carol Montreuil est bien embêté. « C'est très difficile de faire des prédictions, parce que la moindre nouvelle affecte le prix. »

Des soldats américains pris en otage, un repli de la coalition américano-britannique, des Bagdadis qui se révoltent contre « l'envahisseur » et hop ! le prix de l'essence pourrait monter en flèche. Pour 1 \$ de plus le baril, le prix à la pompe augmente généralement d'un cent le litre.

Mais si les troupes américaines renversent au plus tôt Saddam Hussein et que les missiles se taisent rapidement, les Estriens auront trois raisons de se réjouir. Non seulement la guerre sera terminée, mais Martin Matte pourra mettre plus que 1,37 \$ d'essence dans sa voiture et les pompistes répondront à des clients souriants.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Le déséquilibre offre-demande se poursuit. Mais si les troupes s'enlisent et que le conflit en Irak s'éternise, le prix du litre d'essence pourrait augmenter de façon importante. Entre-temps, les forces anglo-américaines ont sécurisé 80 à 90% de la capacité de production pétrolière dans le sud de l'Irak.

Cessez de vous tourmenter. Vos désirs sont des ordres.



Propulser vers le futur



Même son prix est plus que performant : à partir de

52 500\$\*

Avec le nouveau FX35 2003, ce n'est plus la peine de vous priver. • Moteur V6 à DACT de 280 chevaux maintes fois primé\* • Traction intégrale ATTESA E-TS<sup>MC</sup> • Système audio Bose<sup>MD</sup> (300 watts) avec 11 haut-parleurs • Phares avant au xénon à décharge haute intensité de type projecteur • Garniture en aluminium et cuir véritable • Rideaux gonflables complémentaires pour protection latérale montée au pavillon • Garantie complète de 4 ans/100 000 km sur les véhicules neufs • Système de navigation Infiniti\* avec base de données sur DVD et Birdview<sup>MD</sup> (en option) • Système de divertissement mobile Infiniti avec écran couleur rabattable de 7 po monté au pavillon (en option) • Jantes en alliage de 20 po à 8 rayons (en option). Le nouveau FX35. Pourquoi faire des compromis ?

Infiniti.ca

Infiniti de Brossard  
9005, boul. Taschereau  
Brossard (Québec)  
(450) 445-5799

Infiniti Laval  
305, boul. Saint-Martin Est  
Laval (Québec)  
(514) 382-8550

Meridien Infiniti  
4000, rue Jean-Talon Ouest  
Montréal (Québec)  
(514) 731-7977

Spinelli Infiniti  
345, boul. Brunswick  
Pointe-Claire (Québec)  
(514) 697-5222

V O S C O N C E S S I O N N A I R E S I N F I N I T I D U G R A N D M O N T R É A L

\*Selon une comparaison de VUS 2003 (moteur V6). \*\*PDSF pour le nouveau FX35 2003. Modèle affiché : FX35 avec Ensemble tourisme à 60 000 \$. Taxes, immatriculation, assurance, frais de transport et de préparation en sus. \*\*\* Voir le manuel de du propriétaire pour l'utilisation appropriée des coussins gonflables. 10tpn posée en usine. Ne programmez jamais le système en conduisant. Il se peut que le système GPS ne fonctionne pas correctement si la réception satellite est faible (voir le manuel de l'utilisateur du système de navigation). Il se peut également que les données cartographiques ne soient pas détaillées pour toutes les régions. Des mises à jour périodiques du DVD seront disponibles. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus de détails.

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

# L'américanisation de Bombardier approche

**F**ini le conte de fées que vivaient la famille Bombardier et le beau-frère visionnaire, Laurent Beaudoin. Proclamée il y a à peine deux ans et demi la société la plus admirée par les dirigeants d'entreprise et le grand public canadiens, Bombardier est aujourd'hui dans la déche.

Et évidemment, la famille Bombardier, avec ses 280 millions d'actions (20 % des actions en circulation, mais 62 % des droits de vote), mange une énorme claqué boursière. De sa fortune évaluée à sept milliards de dollars en 2000, il ne lui « reste » plus aujourd'hui qu'un milliard.

On conviendra qu'il y a plus mal pris qu'eux dans la vie ! D'ailleurs, avant de pleurer sur le sort des Bombardier, fils et filles, j'aimerais tout de même rappeler qu'au cours des bonnes années, des membres de la famille ont tout de même réussi à arrondir leurs fins de mois en encaissant d'énormes gains.

Prenons comme exemple Laurent Beaudoin, le président du conseil d'administration de Bombardier et gendre du fondateur de Bombardier : en 1999 et 2000, il a réalisé à lui seul un gain de 90,5 millions en exerçant un bloc de plusieurs millions d'options.

D'autres membres de l'illustre famille, qui occupent (ou occupaient) des postes de prestige dans la compagnie, ont également liquidé des actions. Il y a cinq ans, la famille Bombardier avait bénéficié d'une débenture convertible de 327 millions de dollars.

Mais bon ! cela doit tout de même être dur sur le moral de la famille Bombardier que de voir s'évaporer six milliards de dollars.

On se rappellera qu'en 2000, l'action de Bombardier se pavait dans les 25 \$ : les contrats rentraient à pleines poches, les

affaires marchaient rondement, les bénéfices croissaient à vu d'oeil. Aujourd'hui, la même action de Bombardier a toutes les misères du monde à se maintenir au-dessus des 3,50 \$.

Ça va tellement mal que Bombardier a été mise au pied du mur par les maisons de notation de crédit, forçant ainsi le nouveau patron et sauveur Paul Tellier à mettre en vente la Division des produits récréatifs, le coeur même du patrimoine de Bombardier.

Même si cette vente rapporte la somme souhaitée, autour d'un milliard de dollars, cela ne suffit pas. C'est pourquoi Bombardier est obligée d'effectuer une nouvelle émission d'actions pour aller renflouer ses coffres d'un montant additionnel de 800 millions de dollars.

Comme on sait, la famille Bombardier a manifesté un certain intérêt pour devenir partenaire minoritaire du futur acheteur de la Division des produits récréatifs, le constructeur des Ski-Doo, Sea-Doo, véhicules tout-terrains, moteurs hors-bord, etc.

Cela laisse donc présager que le prix demandé par la direction de Bombardier pour cette lucrative division sera fort raisonnable, permettant ainsi à l'acquéreur de conclure une bonne affaire, avec des bonnes perspectives de profits.

En ce qui concerne sa participation à la présente émission d'actions de l'ordre de 800 millions de dollars, la famille Bombardier, m'a-t-on confirmé, n'a pas encore pris de décision. Ce n'est qu'à la clôture de l'émission, lundi, que la famille rendra publique sa décision d'y investir ou pas une poignée de dollars.



Dans le but de montrer qu'ils restaient optimistes devant les problèmes rencontrés par l'entreprise, cinq membres de la famille

Bombardier avaient acheté en septembre 2002 des actions sur le marché. Claire B. Beaudoin (épouse de Laurent Beaudoin) avait acquis 750 000 actions de catégorie A à un prix moyen de 6,11 \$, plus 250 000 actions subalternes de catégorie B, à un prix moyen de 5,95 \$

Janine Bombardier mettait la main sur 353 000 actions subalternes, à un prix moyen de 5,95 \$. Pour leur part, André J. Bombardier et Huguette B. Fontaine avaient acheté chacun 250 000 actions subalternes, à un prix moyen de 5,95 \$. Jean-Louis Fontaine (époux d'Huguette Bombardier), vice-président du conseil acquérait un lot de 34 000 actions à 5,85 \$ chacune.

Et le président du conseil, Laurent Beaudoin, avait fait l'acquisition de 250 000 actions de catégorie A, au prix de 6,11 \$.

Ce dernier investissement des membres de la famille Bombardier s'est avéré désastreux, l'action de la compagnie reculant depuis ce temps-là de 45 %.

Cela dit, si le *success story* de Bombardier a à se poursuivre, ce ne sera vraisemblablement pas par l'entremise de la famille. Et il sera dorénavant axé uniquement sur deux secteurs, l'aéronautique et le transport.

Avec Paul Tellier comme grand manitou de l'entreprise, il faut s'attendre à ce que l'entreprise s'américanise.

C'est déjà commencé. Les résultats comptables ont été révisés en tenant compte des normes strictes imposées aux entreprises

inscrites à la cote de la Bourse de New York. Les normes sont si strictes que Bombardier a dû épouger des frais de restructuration de 2,3 milliards, entraînant ainsi Bombardier dans un déficit majeur de 615 millions, pour l'exercice terminé le 31 janvier dernier.

M. Tellier estime qu'il serait tout à fait normal de voir Bombardier se négocier sur le parquet de Wall Street, la plus grosse Bourse au monde.

Actuellement, quelque 90 % du volume d'affaires de Bombardier provient de l'extérieur du Canada. Il est conséquemment quasi anormal que le titre d'une telle multinationale ne soit négocié qu'à la Bourse de Toronto.

La mainmise de la famille Bombardier sur la compagnie est par ailleurs un obstacle de taille à l'américanisation du titre de Bombardier.

En effet, à la Bourse de New York, on a horreur des actions multivotantes, comme celles que détient la famille Bombardier. Avec seulement 20 % des actions en circulation, la famille Bombardier contrôle 62 % des droits de vote, grâce à ses actions multiples votes.

À la Bourse de New York, on tient au ratio « une action, un vote ». Pas de traitement de faveur comme celui que l'on permet au Canada, avec les actions multivotantes.

Si un investisseur veut le contrôle, qu'il achète le nombre d'actions nécessaires. Point à la ligne.

Conséquemment, il ne faudrait pas s'étonner de d'ici relativement peu de temps, la famille Bombardier accepte de céder (en tout ou en partie) le contrôle de la compagnie que leur célèbre inventeur de père a créée.

Un dossier à suivre sous Paul Tellier.

## Courtage: percée américaine pour BMO

RÉJEAN BOURDEAU

**BMO Groupe financier, la société mère de la Banque de Montréal, poursuit son avancée aux États-Unis avec l'achat du courtier new-yorkais Gerard Klauer Mattison.**

« Cette transaction cadre avec notre stratégie d'expansion, a dit en entrevue Yvan Bourdeau, président du courtier BMO Nesbitt Burns. C'est exactement le créneau qui nous intéresse. »

Gerard Klauer Mattison est une banque d'affaires privée de 195 employés, orientée vers les moyennes entreprises (entre 100 et 800 millions de ventes). Elle se spécialise dans la recherche, la vente et la négociation d'actions pour les clients institutionnels, comme les banques, les assureurs, les caisses de retraite et les fonds communs.

Cette acquisition permettra de renforcer les activités du Groupe BMO, et de sa filiale américaine Harris Nesbitt, dans ce secteur en ajoutant 650 clients à ses 1500 clients actuels.

« On va améliorer notre service de recherche sur les actions américaines », a précisé M. Bourdeau.

Quarante-deux nouveaux analystes, couvrant 200 sociétés des secteurs de la santé, de

la consommation, des médias, des télécoms et de l'énergie, se joignent ainsi à l'équipe BMO. Aux États-Unis, Harris Nesbitt couvre déjà une centaine d'entreprises.

D'autre part, du côté de la banque d'affaires, Gerard Klauer Mattison compte 46 spécialistes en financement des sociétés et en fusions et acquisitions.

Le courtier possède également une équipe de 26 vendeurs et de 31 négociateurs d'actions américaines. Une cinquantaine de personnes travaillent à l'administration.

### Nouvelle raison sociale

Pour marquer son appartenance au nouveau groupe, Gerard Klauer Mattison prendra le nom de Harris Nesbitt Gerard. Cette nouvelle entité deviendra la firme de recherche, de vente et de négociation d'actions américaines de BMO Nesbitt Burns.

Le président du conseil de Harris Nesbitt Gerard sera Manny Gerard, 69 ans, un des fondateurs de la firme de courtage. Les deux autres fondateurs ne sont plus actifs.

Le courtier sera présidé par Ellen Costello, vice-présidente de BMO Nesbitt Burns.

Le prix de la transaction s'élève à 30 millions US (44 millions CAN). Ce montant sera

payé en actions de la Banque de Montréal.

La transaction devrait se conclure d'ici 90 jours, sous réserve des approbations réglementaire.

Le courtier américain a son siège social à New York (150 personnes) et des bureaux à Chicago, Boston, San Francisco et Los Angeles.

BMO Nesbitt Burns possède un bureau à New York, sur Times Square, dans lequel travaillent 200 personnes. Pour sa part, Gerard Klauer Mattison est installé sur l'avenue Madison, au coin de la 53<sup>e</sup> Rue.

Le Groupe BMO se donne jusqu'à la fin août pour décider à quel endroit se fera l'intégration des deux groupes, a souligné Yvan Bourdeau.

Les services de Harris Nesbitt Gerard vont compléter ceux de BMO Nesbitt Burns, un courtier intégré en valeurs mobilières, et ceux de Harris Nesbitt, de Chicago, spécialisés dans les services bancaires et d'investissement pour les moyennes et les grandes entreprises.

Cette acquisition est la onzième du Groupe BMO en moins de quatre ans. La Banque de Montréal est installée aux États-Unis depuis 19 ans avec Harris Bank, qui compte 145 succursales dans le Midwest américain et une gamme de services complets pour les entreprises et la gestion du patrimoine.



Yvan Bourdeau

## Le fonds à revenu Royal LePage sera privé plutôt que public

Presse Canadienne

BRASCAN Financial Corp. laisse tomber son plan de transformer sa filiale du secteur immobilier résidentiel Royal LePage en fonds de revenu inscrit à la Bourse : le groupe le vendra plutôt à des investisseurs privés.

Dans un communiqué publié hier, Royal LePage-Brascan Financial a indiqué avoir retiré sa circulaire préliminaire — qui avait été présentée aux organismes de réglementation — visant à vendre ses unités de Royal LePage Residential Royalties Income Fund à des investisseurs ordinaires sur les marchés financiers canadiens. Le fonds vendra plutôt ses unités « à des investisseurs institution-

nels et autres par le biais d'un placement privé ». L'offre devrait prendre fin vers la mi-mai.

Le président du fonds, Phil Soper, a affirmé que « procéder de la sorte, par l'émission de parts au moyen d'un placement privé, réduira les coûts en capital du fonds et les coûts d'achèvement ».

À la mi-janvier, la division des services financiers de Brascan Corp. avait annoncé le dépôt d'une circulaire auprès des régulateurs canadiens pour créer le fonds à revenu LePage qui versera aux détenteurs d'actions les liquidités du réseau de Royal LePage — qui comprend plus de 500 bureaux de courtage en immobilier au Canada.

Selon la circulaire, les redevances du fonds seraient venues de frais payés par les franchisés et d'autres basés sur les revenus à commission des agents du réseau.

On prévoyait que si le fonds avait existé durant l'exercice terminé le 30 septembre, ses redevances auraient totalisé 19,7 millions — soit 10,4 millions en provenance des franchisés et 9,3 millions des commissions. La somme estimée pouvant être distribuée aux détenteurs de parts aurait été de 14,6 millions, selon le plan initial.

Brascan Financial, autrefois Trilon Financial Corp., a été acquise par Brascan l'an dernier et a changé de nom. L'entreprise dispose d'actifs sous gestion de 4 milliards.

### EN BREF

#### Bioxel construit à La Pocatière

BIOXEL Pharma a annoncé la construction d'une nouvelle usine de fabrication à grande échelle à La Pocatière. L'usine sera située dans le parc industriel de cette municipalité qui se trouve à une centaine de kilomètres à l'est de la ville de Québec. Son mandat consistera à transformer la biomasse d'if du Canada de Bioxel en un extrait primaire de taxanes. Les taxanes sont utilisées dans le développement de médicaments pour le traitement du cancer et d'autres maladies dont le psoriasis, les maladies cardiaques et la maladie d'Alzheimer.

#### Contrat à Nexia

LA SOCIÉTÉ Nexia Biotechnologies a annoncé hier que l'armée américaine lui avait accordé un contrat de recherche de 3,94 millions CAN afin de développer le Protexia, pour protéger le personnel militaire des effets néfastes des agents neurotoxiques. C'est le US Army Medical Research Institute of Chemical Defense qui a passé la commande. Protexia est la version recombinée de Nexia du butyrylcholinestérase. Les tentatives entreprises au cours de la dernière décennie afin de produire des quantités commerciales ont échoué.

#### Marché pour Mitec Telecom

L'ENTREPRISE montréalaise Mitec Telecom a obtenu un contrat d'une valeur de 2,6 millions d'un important distributeur de télévision par satellite de diffusion directe. Mitec devra fournir des réseaux de type DBS. Le président et chef de la direction, Rajiv Panicholy, explique que ce contrat met en évidence le renforcement des relations entre Mitec et ses clients du secteur de la diffusion directe. Une des principales stratégies de l'entreprise consiste à atteindre une croissance équilibrée en obtenant des gains dans les secteurs du sans fil et des télécommunications par satellite. Le mois dernier, la société annonçait l'obtention de contrats importants dans le secteur du sans fil.



LE VOL «BIEN PENSÉ»

Une autre façon de s'envoler!




Maintenant  
FREDERICTON, MONCTON  
et TORONTO!

TORONTO

\$74

HALIFAX

\$64

MONCTON

\$64

FREDERICTON

\$104

ST. JOHN'S/DEER LAKE

\$104

**Nouveau! Service entre Montréal - Fredericton, Montréal - Moncton et Montréal - Toronto dès le 2 juin 2003.**

**canjet.com • 1.800.809.7777 ou téléphonez votre agent de voyage.**

CYBERAUBAINES POUR  
LE VOYAGE ALLER SIMPLE DEPUIS  
MONTRÉAL À PARTIR DE :

**CHEF DE TARIFS  
RÉDUITS!**

3131158A

Tarifs applicables aux nouvelles réservations seulement et aucun séjour minimum requis. Les places sont limitées et sous réserve des disponibilités. On peut effectuer un changement jusqu'à 2 heures avant l'heure de départ moyennant des frais. Les tarifs n'incluent pas les taxes, le supplément Nav Canada, les assurances, les frais de sécurité, le supplément de carburant ni les frais d'équipement, le cas échéant. Les tarifs annoncés exigent un achat à l'avance de 10 jours.

3131164

CLAUDE PICHER > LA VIE ÉCONOMIQUE

cpicher@lapresse.ca

# Mauvaises nouvelles sur le front de l'emploi

10 jours des élections, la publication des résultats de l'enquête mensuelle sur la population active tombe bien mal pour le premier ministre Bernard Landry, qui a fait des réalisations économiques de son gouvernement un des principaux chevaux de bataille de sa campagne.

En un seul mois, nous apprend Statistique Canada, le Québec a perdu 21 000 emplois. Le taux de chômage québécois se situe maintenant à 8,9 %, contre une moyenne canadienne de 7,4 %. Pour plus de détails, je vous invite à lire le reportage de ma collègue Marie Tison, en page E-1.

Même si on ne peut pas tirer de conclusions à partir des résultats d'un seul mois, il est clair que ces chiffres viennent jeter un peu d'ombre sur l'excellente performance du Québec depuis trois ans.

La campagne péquiste mise d'ailleurs à fond sur cette carte. « La politique de développement économique et de création d'emplois du Parti Québécois donne des résultats remarquables », peut-on lire dans la plate-forme électorale du parti. « Il s'est créé plus d'un demi-million d'emplois depuis le retour au pouvoir du Parti Québécois, de sorte que le Québec est en voie de combler l'écart historique qui le sépare de l'Ontario et le reste du Canada ». Le document écorché au passage le gouvernement précédent, rappelant que « le taux de chômage atteignait 13,3 % à la fin du régime libéral en 1993 ».

Dans son budget, déposé juste avant le déclenchement des élections, la ministre des Finances Pauline Marois multiplie les passages d'auto-encensement, pour conclure : « Fort des succès économiques remarquables remportés jusqu'ici, notre gouvernement s'est fixé l'horizon 2005 pour atteindre le plein emploi ».

Logiquement, on pourrait déduire que si le gouvernement péquiste est responsable à ce point de la bonne tenue du marché du travail entre 1999 et 2002, il devrait aussi assumer la pleine responsabilité pour les 21 000 emplois perdus en mars !

Ce serait évidemment une erreur.

■ ■ ■

Il existe un mythe tenace voulant que les gouvernements soient responsables de la création (ou de la perte) d'emplois. En 1970, le chef libéral Robert Bourassa n'a fait que renforcer cette impression avec sa célèbre promesse de créer 100 000 emplois en un an.

Pour mémoire, on peut rappeler que cet objectif ne sera atteint ni la première, ni la deuxième année, mais seulement au bout de trois ans.

En réalité, l'impact des gouvernements sur le marché du travail est limité, à plus forte raison s'il s'agit d'une administration subalterne comme le gouvernement du Québec (je sais, je sais, chaque fois que je parle du gouvernement québécois comme d'une administration subalterne, je froisse bien des susceptibilités, mais il s'agit là, jusqu'à nouvel ordre, d'un fait).

Le gouvernement du Québec n'a aucune espèce d'emprise sur le conjoncture économique et politique internationale, pas plus que sur l'état de santé de l'économie des États-Unis, qui achètent 83 % des exportations québécoises. Il n'a pas plus de contrôle sur l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change.

Les gouvernements, et même un gouvernement aussi puissant que celui des États-Unis, subissent les ralentissements et les récessions, et profitent des périodes de croissance. Ces mouvements de l'économie ont des répercussions sur notre vie de tous les jours ; en période de ralentissement, le chômage augmente ; lorsque l'économie reprend de la vigueur, il diminue.

Certes, les administrations publiques, par le biais des politiques fiscales, budgétaires, sociales et réglementaires, peuvent influencer le cours de l'économie. Mais les gouvernements ne représentent qu'un facteur parmi d'autres, et certainement pas parmi les plus importants.

Leurs interventions, par ailleurs, ne sont pas toujours heureuses. En 1981-1982, le



Canada a subi une récession extrêmement sévère, en fait la pire depuis la grande dépression des années 30.

A tous les jours, on annonçait des mises à pied par milliers. Marc Lalonde, qui était ministre des Finances à Ottawa, et Jacques Parizeau, son homologue québécois, ont réagi de la même façon : en augmentant les dépenses publiques, quittes à créer d'énormes déficits. Cette injection d'argent devait, pensait-on, atténuer l'effet de la crise. À l'époque, on croyait (de bonne foi) que ces déficits sans précédent se résorberaient d'eux-mêmes avec le retour à la croissance.

Vingt ans plus tard, nous connaissons tous le prix qu'il a fallu payer pour se sortir de la spirale vicieuse des déficits et de l'endettement. L'exemple montre que les gouvernements, même quand ils dépensent massivement pour influencer le cours de l'économie, sont loin d'obtenir les résultats escomptés.

De la même façon qu'il est abusif, pour le Parti Québécois, de s'attribuer la paternité des emplois créés depuis les neuf années qu'il est au pouvoir, il serait aussi injuste de l'accuser pour les emplois perdus le mois dernier.

■ ■ ■

Dans le même ordre d'idées, on ne peut passer sous silence l'affirmation péquiste accusant presque les libéraux pour le taux élevé chômage en 1993. En toute justice, il faut dire qu'à l'époque, l'économie émergeait à peine de la récession de 1990, moins brutale certes que celle de 1981-82, mais plus lancinante. Il a fallu trois bonnes années pour se remettre du choc. Confrontés à la récession, les libéraux de Robert Bourassa, dans les années 90, n'ont fait ni mieux ni pire que les péquistes de René Lévesque dans les années 80.

## La création d'emplois au Canada > 1993-2003

	EMPLOI (milliers)		VARIATION (milliers)	
	1993	2003		%
Maritimes	916	1 073	157	17,1%
<b>Québec</b>	<b>3 040</b>	<b>3 635</b>	<b>595</b>	<b>19,6%</b>
Ontario	4 974	6 237	1 263	25,4%
Prairies	2 253	2 752	499	22,1%
Col.-Brit.	1 676	2 020	344	20,5%
<b>CANADA</b>	<b>12 858</b>	<b>15 717</b>	<b>2 859</b>	<b>22,2%</b>

Source : Statistique Canada

Il est tout à fait exact que le Québec, en 2002, a fait figure de leader au Canada en matière de création d'emplois. Sur une plus en plus longue période, c'est loin d'être évident.

Puisque la plate-forme péquiste parle de l'héritage libéral de 1993, voyons donc les chiffres. Examinons le tableau ci-haut. Entre 1993 et aujourd'hui, bonnes et mauvaises années confondues, l'économie québécoise a créé 595 000 emplois, une augmentation de 19,6 %, ce qui est très bien.

Pendant la même période, l'Ontario a créé près de 1,3 million d'emplois, une hausse de 25,4 %. À l'échelle canadienne, on dénombre 2,9 millions d'emplois de plus qu'en 1993, une hausse de 22,2 %.

Ces chiffres montrent que, si le Québec réussit à bien tirer son épingle du jeu, il a été incapable, toutes proportions gardées, de maintenir un rythme de création d'emplois aussi fort que l'Ontario et le reste du Canada. En fait, seules les Maritimes s'en tirent encore plus mal que le Québec. Dans ces conditions, il apparaît pour le moins audacieux de conclure que le Québec est en train de combler son « retard historique ».

# Intertape Polymer rassure les investisseurs sur sa dette

Presse Canadienne

LE FABRICANT d'emballages et de système d'emballage de papier et de plastique, Groupe Intertape Polymer Inc. (IPG), dont le titre a récemment subi les contrecoups à la suite d'inquiétudes au sujet de sa dette et de

sa situation globale, a confirmé qu'il remboursera sa dette de 29,3 millions US en 2003. Dans un communiqué, l'entreprise indique qu'« en raison des questions posées par le milieu des investissements, elle souhaitait clarifier ses obligations en matière de réduction de la dette pour l'exercice 2003 ».

« Présentement, la société doit réduire sa dette de 29,3 millions au cours de l'exercice 2003, conformément aux dispositions de ses engagements financiers », précise le document. Intertape précise que sa situation financière permet le paiement de sa dette. « Compte tenu du rendement d'IPG au cours

du quatrième trimestre de 2002, conjugué à la position très favorable de la trésorerie et de la réduction de la dette, nous sommes confiants de pouvoir tenir nos engagements auprès de nos créanciers en 2003 », a déclaré son directeur financier, Andrew M. Archibald.

« ... la A4 est devenue l'une des meilleures berlines du monde. Rien de moins. » Philippe Laguë, *Annuel de l'automobile 2003*



A4 1.8T

Seule la performance dicte sa conduite.

Jugez-en par vous-même. Venez l'essayer.

Moteur turbocompressé de 1,8 litre et 170 ch • Boîte de vitesses à variation continue multitrronic<sup>MC</sup>, pour une puissance plus souple et efficace • Suspension avant à quatre bras issue de la course • Technologie moteur à cinq soupapes, pour une plus grande efficacité et un meilleur rendement • Programme de stabilisation électronique, pour une manœuvrabilité exceptionnelle

Taux de financement annuel de 1,9%<sup>1</sup> offert à l'achat de tout nouveau modèle 2003.

LOCATION DE

399\$  
PAR MOIS\*

**AUTOMOBILES LAUZON**  
2435, boulevard Chomedey  
Laval (QC)  
(450) 688-1120  
www.lauzon.qc.ca

**AUTO STRASSE INC.**  
5905, autoroute Transcanadienne  
Saint-Laurent (QC)  
(514) 748-6961  
www.autostrasse.com

**LES AUTOMOBILES POPULAR**  
5441, rue Saint-Hubert  
Montréal (QC)  
(514) 274-5471  
www.popular.qc.ca

**LES AUTOMOBILES NIQUET**  
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier  
Saint-Bruno (QC)  
(450) 653-1553  
www.niquet.com

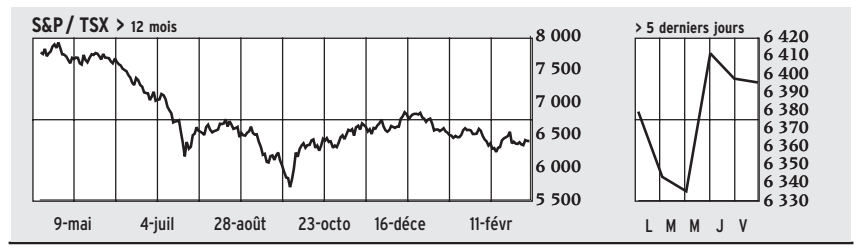
**PARK AVENUE AUDI**  
8755, boulevard Taschereau  
Brossard (QC)  
(450) 445-4811  
www.parkavenueaudi.com

AVANTAGE AUDI :  
SERVICES D'ENTRETIEN  
PÉRIODIQUE SANS FRAIS  
PENDANT  
4 ANS  
OU 80 000 KM

<sup>1</sup>Financement au taux annuel de 1,9 % offert aux acheteurs admissibles par Audi Finance pour un contrat de 24 mois sur tous les véhicules d'année-modèle 2003 livrés à partir des stocks du concessionnaire. Exemple de financement : Un montant de 20 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 1,9 % correspond à un versement mensuel de 850 \$ pendant 24 mois. Coût d'emprunt de 397 \$, pour une obligation totale de 20 397 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varieront en fonction de la durée, du montant emprunté et de l'échange. Livraison avant le 6 mai 2003. Demandez les détails à votre concessionnaire. \*Taux de location fermé offert par Audi Finance chez les concessionnaires participants. Location de 36 mois au taux annuel de 5,4 %, avec acompte de 5 478 \$ ou échange équivalent, dépôt de garantie remboursable de 450 \$, première mensualité de 399 \$ et frais de transport de 555 \$. Obligation totale décollant du bail : 14 364 \$. Montant dû au début du bail : 6 882 \$. Montant calculé en fonction du PDSF de la Audi A4 1.8 T berline 2003 de 34 155 \$, incluant la boîte de vitesses multitrronic. Autres options en sus. Immatriculation, taxes, inspection de pré-livraison, assurances et frais administratifs (y compris les frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au Registre des droits personnels et réels mobiliers) en sus. Livraison avant le 6 mai 2003. Frais de 0,20 \$/km pour le kilométrage supérieur à 20 000 km par an assumés par le locataire. Contribution du concessionnaire requise pouvant modifier la transaction finale négociée. Demandez les détails au concessionnaire. « Audi », « A4 » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « multitrronic » est une marque de commerce de AUDI AG. « Suivre, jamais. » est une marque de commerce de Audi of America, Inc. « Avantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2003. Pour en savoir plus sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse [audi.canada.ca](http://audi.canada.ca)

# INVESTIR

## BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	6 399,71	6 418,13	6 385,54	6 394,98	-0,03%	-17,85%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 226	GAINS	485	PERTES	527	INCHANGÉES	214
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	7 899,62	5 678,28	161	186			

SOUS-INDICES		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Services financiers	107,18	0,09	Prod. consom. discr.	67,73	0,57
Matériaux de base	109,01	0,48	Services de télécom.	49,45	-0,40
Énergie	121,51	-1,14	Prod. consom. de base	142,85	0,06
Produits industriels	56,76	0,21	Service publics	123,75	-0,05
Tech. de l'information	16,52	-0,05	Soins de santé	58,79	-0,46

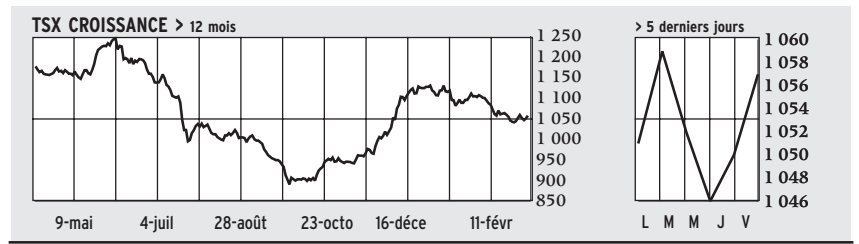
AUTRES INDICES CANADIENS		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	S&P / TSX Moyen. Cap.	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	365,09	-0,51	0,13		398,69	1,91	0,48	
S&P / TSX Petites cap.	412,32	0,52	-0,14		957,79	-0,91	-0,1	

LES 10 PLUS ACTIFS			LES 10 PLUS ACTIFS				
BOMBARDIER/B	17526049	3,36	-0,20	BCE INC	1556566	28,35	-0,13
NORTEL NETWORKS	8951478	3,28	-0,02	PLACER DOME INC	1518853	14,12	0,22
ROYAL GROUP TECHN	3761566	8,05	0,72	ENCANA CORP	1300129	45,75	-0,21
KINROSS GOLD CORP	2522706	8,28	-0,01	COOLBRANDS INTERN	1271068	7,25	-0,32
ABITIBI-CONSOL.	1574573	10,70	-0,24	TORONTO-DOM.BK	1185483	32,70	-0,20

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN %				
INTERTAPE POLYMER	72766	5,46	15,43	THOMSON CORP	378310	39,90	1,43
ROCTEST LTD	3720	3,10	14,82	FAIRFAX FINANCIAL	39517	49,45	0,35
AMTELECOM GROUP	7121	1,86	6,29	CHC HELICOPT/A	69902	25,30	1,05
ENVIRONMENTAL	40600	1,99	2,05	MAAX INC	12737	17,00	0,81
NEVSUN RESOURCES	112360	3,60	10,09	TRANSCONTIN/A	86476	32,95	0,75

TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN %				
CALL-NET ENTERP.	26905	2,06	-13,81	AT&T CANADA-CL A	48262	39,72	-2,05
HUMPTY DUMPTY	4000	3,01	-10,15	PETRO-CANADA	1063115	48,41	-1,23
NOL DRILLING T/A	213347	4,95	-9,17	AT&T CANADA-CL B	287830	39,80	-1,04
CALL-NET/B	39746	2,10	-8,70	CANADIAN NATURAL	827163	47,85	-0,84
CUMBERLAND	35453	2,15	-8,51	OPEN TEXT CORP	19989	41,71	-0,75

## BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	1 045,35	1 056,76	1 046,55	1 056,73	0,63%	-10,00%

ACTIONS NÉGOCIÉES	808	GAINS	294	PERTES	246	INCHANGÉES	268
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	1 256,23	887,29	30	37			

LES 10 PLUS ACTIFS			LES 10 PLUS ACTIFS				
SPIDER RESOURCES	5493700	0,20	0,03	RUBICON MINERALS	339300	0,90	0,00
AVIATAR PETROLEUM	480000	0,36	0,04	PACIFIC AMBER RES	314000	0,25	0,01
DIAGEM INTL RES.	419000	0,29	-0,02	QUATERRA RESOURCE	310700	0,10	-0,04
DPC BIOSCIENCES	379000	0,01	0,00	CANICO RESOURCE C	301025	5,20	0,40
TRIO GOLD CORP	348000	0,15	0,02	VOICEIQ INC	285000	0,68	0,02

## NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	8 240,59	8 305,86	8 215,10	8 277,15	0,45%	-19,13%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 423	GAINS	1 771	PERTES	1 452	INCHANGÉES	200
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 394,67	7 197,49	1 240	1 347			

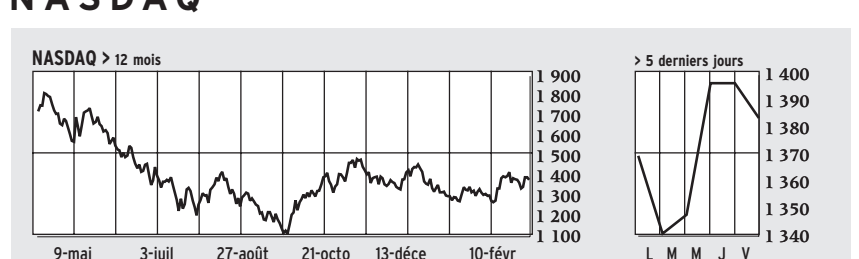
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION	
S&P 500 composé	878,85	2,40		Dow Jones serv. publics	211,79	3,08
S&P 100 composé	446,69	1,59		AMEX composé	820,00	-6,36
Dow Jones transport	2 188,67	19,46		Russell 2000	373,28	-1,94

LES 10 PLUS ACTIFS			LES 10 PLUS ACTIFS				
ALTRIA GROUP INC	25415800	28,30	-1,40	GENERAL ELECTRIC	11863700	27,63	0,08
PFIZER INC	17197600	32,80	0,50	CITIGROUP INC	10646900	37,30	0,78
AOL TIME WARNER	13554800	11,55	0,29	HCA INC	10563800	37,70	-1,40
ALLIED WASTE IND.	13525000	8,01	-0,59	EMC CORP/MASS	10415400	7,80	-0,05
LUCENT TECHNO.	13057100	1,51	0,03	NOKIA CORP	9325700	14,82	-0,14

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN %				
AES CORP	5366300	4,70	17,50	BERKSHIRE HATHA/B	19540	2309,0	16,00
INTERTAPE POLYMER	32300	3,69	15,31	MARKEL CORP	13800	224,30	2,60
BANCO LATINOAMERI	42700	6,40	13,48	GREAT NORTHERN I.	1900	71,08	1,78
AMERICA WEST HOLD	434800	2,58	13,16	BANCO ITAU HOLDIN	259700	29,65	1,69
TRANSTECHNOLOGY	22400	5,34	12,66	PROGRESSIVE CORP	696100	63,82	1,66

TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN %				
CAMBREX CORP	3141500	15,25	-36,88	CAMBREX CORP	3141500	15,25	-8,91
RUBY TUESDAY INC	3771300	17,15	-14,12	VARIAN MEDICAL SY	4095700	49,04	-4,27
COMFORT SYSTEMS U	61000	2,10	-9,48	NORTHROP	2087700	83,26	-3,22
STERIS CORP	1880700	23,90	-9,30	RUBY TUESDAY INC	3771300	17,15	-2,82
MAXTOR CORP	5195700	5,45	-9,17	QUEST DIAGNOSTICS	1215600	60,54	-2,60

## NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	1 400,97	1 400,97	1 378,22	1 383,51	-0,94%	-22,70%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 332	GAINS	1 430	PERTES	1 664	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	1 832,01	1 108,49	1 364	1 455			

SOUS-INDICES		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION	
Assurances	2 295,20	8,26		Industrielles	1 052,05	-9,81
Banques	2 211,69	10,52		Télécomm.	120,09	0,57
Finances	107,50	0,00		Transports	30,26	12,44

LES 10 PLUS ACTIFS			LES 10 PLUS ACTIFS				
INTEL CORP	42039800	17,05	-0,54	DELL COMPUTER	23628000	28,87	0,20
CISCO SYSTEMS INC	40053800	13,71	0,07	NEXTEL COMM/A	21772600	12,29	-0,26
PEOPLESOFT INC	39994100	15,02	-1,48	ORACLE CORP	20924400	11,37	-0,25
MICROSOFT CORP	37547600	25,09	-0,64	FIBERNET TELECOM	21028400	0,06	0,00
SUN MICROSYS	35166100	3,34	-0,14	JDS UNIPHASE CORP	17337300	3,12	0,04

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN %				
PARADIGM MED./A	8500	0,04	300,00	PEGASUS COMM.	108200	16,50	2,51
PACIFIC MAGTRON	10200	0,26	136,36	APCO ARGENTINA IN	4000	23,80	2,40
ADSTAR INC-WT04	2000	0,08	123,71	WEYCO GROUP INC	1200	48,36	2,25
TRAMPFORD INTER.	10400	0,40	110,53	PARKERVISION INC	83500	9,00	2,22
ENTROFIN-WTS	5200	0,09	80,00	NATL WEST LIFE/A	1800	96,12	1,90

TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN %				
KOREA THRUNET/A	74200	0,15	-55,88	AFFYMETRIX INC	15858500	18,33	-9,67
AFFYMETRIX INC	15858500	18,33	-34,54	APCO SYSYSTEMS I	3351100	8,92	-3,60
VINA TECHNOLOGIES	18600	0,09	-30,77	WEBSENSE INC	5876700	11,80	-3,66
AFTERMARKET	3267200	8,19	-29,59	AFTERMARKET TECHN	3267200	8,19	-3,44
				ZEBRA TECHNO/A	472900	60,80	-2,79

NASDAQ CANADA			NASDAQ CANADA								
OUVERTURE	235,50	HAUT	236,00	BAS	233,75	FERMETURE	234,10	VAR. 1 J	0,46%	VAR. 1 AN	-28,26%
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT						
	329,03	172,89	37	44							

Source: Bloomberg

## Le Portefeuille des lecteurs LA PRESSE AFFAIRES

SECTEUR	SOCIÉTÉ (SYMBOL)	ACTION		VALEUR AU 30 SEPT. 2002	COURS ACTUEL	VALEUR ACTUELLE	VARIATION	
		NBRE	COÛT MOYEN				PAR RAPPORT AU COÛT MOYEN	CETTE SEMAINE
Énergie	Petro-Canada (PCA)	56	36,35\$	2 607\$	48,41\$	2 711\$	33,18%	-3,37%
Matériaux de base	Alcan (AL)	66	56,02\$	2 590\$	42,40\$	2 798\$	-24,31%	0,50%
	Cascades (CAS)	152	12,25\$	2 584\$	12,64\$	1 921\$	3,18%	-1,25%
Produits industriels	Bombardier (BDB.B)	594	7,91\$	2 590\$	3,36\$	1 996\$	-57,52%	23,99%
	CAE (CAE)	568	4,56\$	2 590\$	3,52\$	1 999\$	-22,81%	22,22%
Consommation discrétionnaire	Canadian Tire (CTR.A)	96	25,02\$	2 580\$	30,06\$	2 886\$	20,14%	0,54%
Consommation de base	Groupe Jean Coutu (P.J.C.A)	149	17,40\$	2 593\$	14,44\$	2 152\$	-17,01%	1,69%
	Aliments Maple Leaf (MFI)	237	10,91\$	2 586\$	10,00\$	2 370\$	-8,34%	0,00%
	Molson (MOLA)	83	31,00\$	2 573\$	33,20\$	2 756\$	7,10%	1,84%
	Empire (EMP.A)	96	27,13\$	2 604\$	22,16\$	2 127\$	-18,32%	-8,58%
Soins de santé	Biovail (BVF)	66	60,51\$	2 594\$	61,87\$	4 083\$	2,25%	3,98%
Services financiers	Banque Royale (RY)	49	50,00\$	2 582\$	57,80\$	2 832\$	15,60%	-0,48%
	Financière Power (PWF)	74	34,80\$	2 575\$	38,90\$	2 879\$	11,78%	1,70%
Service de télécommunications	BCE (BCE)	92	34,42\$	2 585\$	28,35\$	2 608\$	-17,64%	3,69%
Services publics	TransCanada PipeLines (TRP)	115	20,55\$	2 599\$	21,77\$	2 504\$	5,94%	0,55%

> MONTANT INVESTI au 31 janvier 2002	45 002\$	> VARIATION DEPUIS LA RÉVISION au 30 septembre 2002	-0,54%
> VALEUR ACTUELLE	38 622\$	> VARIATION PAR RAPPORT AU COÛT MOYEN	-8,46%
> VARIATION DEPUIS LA CRÉATION au 31 janvier 2002	-14,18%	> VARIATION CETTE SEMAINE	2,23%

N.B. : Le nouveau Portefeuille des lecteurs a été constitué en date du 30 septembre 2002.  
MISE EN GARDE : Ce portefeuille est constitué à partir des choix des lecteurs. Il ne s'agit pas de recommandations d'achat de titres.

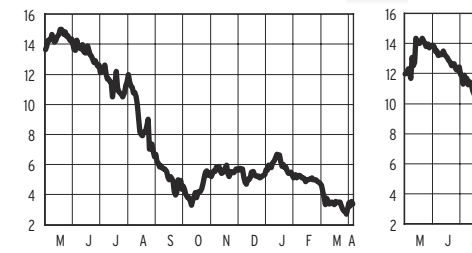
Source : Bloomberg, CDP Capital, La Presse

# Rebond de l'aéronautique



STÉPHANIE GRAMMOND

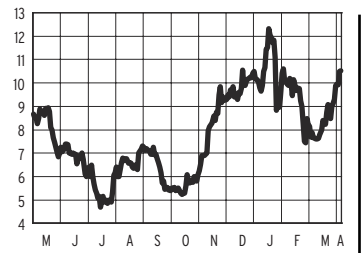
Titres gagnants



Bombardier Inc. (BBD.B) 3,36 \$ +23,99 %

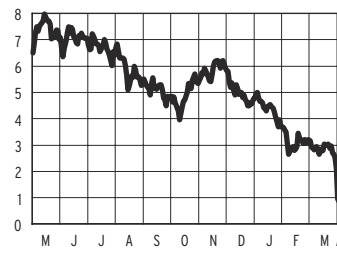
Le troisième fabricant d'appareils commerciaux à réaction au monde projette de recueillir 2,3 milliards en vendant des actions et sa division qui fabrique les motoneiges Ski-Doo.

CETTE SEMAINE EN BOURSE



CAE Inc. (CAE) 3,52 \$ +22,22 %

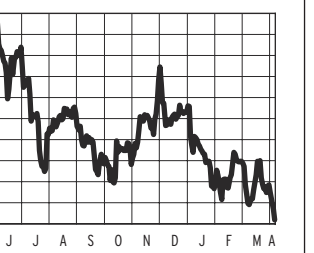
La compagnie vient d'obtenir un contrat de 17 millions pour fournir un simulateur de vol à South African Airways.



Air Canada (AC) 92 cents -63,20 %

Le plus important transporteur aérien au pays a réclamé la protection de la loi contre ses créanciers cette semaine.

Titres perdants



Agnico-Eagle Mines Ltd. (AGE) 15,45 \$ -16,67 %

Environ 30 000 tonnes de pierres se sont effondrées le mois dernier dans une mine du Québec appartenant à cette compagnie torontoise, ce qui pourrait réduire sa production d'environ 20 % cette année.

Forzani Group Ltd. (FGL) 15,20 \$ -9,52 %

L'action du plus important vendeur d'articles de sport au Canada a plongé de 25 % cette année, touchant hier un creux de 52 semaines.

NEW YORK

Table of stock market data for New York, including columns for stock symbols, prices, and changes. Includes sections for A-B, C, D-E, F-G, H-I, J-K, L-M, N-O, P-Q, R-S, T-Z.

NASDAQ

Table of stock market data for NASDAQ, including columns for stock symbols, prices, and changes. Includes sections for A-B, C, D-E, F-G, H-I, J-K, L-M, N-O, P-Q, R-S, T-Z.



FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Main table of mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics. Includes sub-sections for 'La revue hebdomadaire des fonds communs de placement' and 'IMMERSION EN ANGLAIS'.

IMMERSION EN ANGLAIS

Depuis 1980 Pour les jeunes de 10 à 17 ans

CAMP D'ÉTÉ LINGUISTIQUE INTERNATIONAL PILGRIM À L'UNIVERSITÉ CARLETON (OTTAWA)

5 heures par jour d'apprentissage anglais

Activités culturelles et sportives

Visites guidées

Hébergement dans les résidences de l'Université Carleton

3 repas par jour

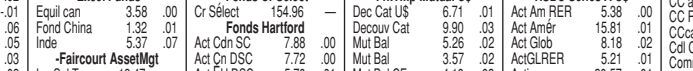
Encadrement 24 heures par jour

Professeurs ayant une formation

www.destinationcanada.org

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600



TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

TPS comprise Pour plus de renseignements, téléphonez à \$2295

frais vrais ou (613) 247-337 ou par télécopieur au (613) 247-7600

Suite à la page E 10

E10

FONDS

Suite de la page E 9

Main table of financial data with columns for various fund categories (VANPA Chg, FUND, etc.) and rows listing numerous funds and their performance metrics.

BOURSE DE CROISSANCE TSX (CDNX)

Table of stock market data for the Bourse de Croissance TSX (CDNX), including columns for Volume, Variation, and various stock symbols with their respective prices and changes.

Suite de la page E11



**APPEL D'OFFRES**

**AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT DE L'ÉDIFICE DES TRAVAUX PUBLICS**

La Ville de Trois-Rivières demande des soumissions pour l'agrandissement de l'édifice des travaux publics situé au 2425 de la rue Louis-Allyson et le réaménagement des services municipaux s'y trouvant, blocs A (contrat 2002-00-19).

Le cahier des charges et les formulaires de soumission seront disponibles à compter du **mercredi 9 avril 2003 à 15 h** au Service des travaux publics dont les bureaux sont situés au 2425 de la rue Louis-Allyson, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3. Téléphone : (819) 372-4627, poste 256. Télécopieur : (819) 374-6646.

Il en coûte 100 \$ pour obtenir les documents de soumission. Cette somme est payable au moyen de deux chèques : l'un au montant de 25 \$ et l'autre au montant de 75 \$. Ce dernier montant sera remboursé au soumissionnaire s'il rapporte à la Ville lesdits documents en bon état dans les 30 jours suivant l'ouverture des soumissions.

Toutes les soumissions doivent être déposées en deux exemplaires au bureau de la soussignée avant **11 h le lundi 5 mai 2003**, heure et endroit où elles seront ouvertes.

La Ville de Trois-Rivières ne s'engage pas à accepter la plus basse des soumissions reçues ni aucune de celles-ci. Le présent avis ne confère aucun droit à qualification et ne crée aucune obligation à la Ville.

**N.B. :** Une visite des lieux se tiendra le **mercredi 23 avril 2003 à 14 h**.

Trois-Rivières, ce 5 avril 2003

**Me Yolaine Tremblay, assistante-greffière**  
**Ville Trois-Rivières**  
**1325, place de l'Hôtel-de-Ville**  
**C.P. 368**  
**Trois-Rivières (Québec)**  
**G9A 5H3**  
**Téléphone : (819) 372-4604**  
**Télécopieur : (819) 372-4636**

**AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS**

**Appel d'offres**

**Corporation d'hébergement du Québec**

**SERVICES PROFESSIONNELS**

**Projet :** P00442 – CHSLD à Saint-Jérôme  
**Travaux :** Projet de construction d'un nouveau CHSLD à Saint-Jérôme situé à Saint-Jérôme faisant partie de la MRC La Rivière-du-Nord.  
**Spécialités :** - Architecture  
 - Génie mécanique et électrique du bâtiment  
 - Génie civil du bâtiment  
 - Ingénierie des sols et des matériaux

**Date de dépôt des offres : LE 24 AVRIL 2003 À 16 H**

Les fournisseurs intéressés doivent consulter les avis d'appel d'offres par l'intermédiaire du **babillard électronique** sur le site **MERX (#78522)** à l'adresse : **www.merx.com**

Les appels d'offres de la CHQ peuvent être consultés sur le site Internet de la Corporation d'hébergement du Québec : **http://chq.gouv.qc.ca**



3132000A

**Avis de qualité**

**Le Curateur public du Québec**

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il est administrateur provisoire des biens délaissés ou liquidateur des successions non réclamées pour les personnes ci-dessous mentionnées :

**1- Successions non réclamées :**

Arme	Domicile	Date du décès
ARSENAULT, Albert	990, rue Champlain, Saint-Jean-sur-Richelieu	2002-08-27
BARRETT, David Andrew	8139, rue Fabre, Montréal	2001-06-08
BEAUCHAMP, Lilliane	813, rue Roullier, La Prairie	2002-06-07
BEAUDIN, Serge	100, rue Rosaire Circé, La Prairie	2002-11-05
BEAULIEU, Roger	901, rue De La Roche, app. 4, Montréal	2002-07-25
BÉLANGER, Claude	715, rue Saint-Antoine, Gatineau	2002-11-16
BELLEROSÉ, Jeanne	7445, rue Hochelaga, Montréal	2001-11-08
BELZILE, Gino	495, mgr Dubois, app. 3, Saint-Jérôme	2002-04-26
BERTRAND, Gaston	516, rue Principale, Notre-Dame de Montauban	2002-02-02
BERTRAND, Jacques	104, rue Lajeunesse Ouest, Saint-Jérôme	2002-10-18
BÉRUBÉ, Léo	209, rue Bellevue, Sherbrooke	2002-06-29
BÉRUBÉ, Michel	5025, boulevard Samson, app. 104, Laval	2003-02-20
BLANCHETTE, Adélar	1895, route 169, Métabetchouan, Lac à la Croix	2001-08-18
BOISVERT, Carole	7111, 15 <sup>e</sup> Avenue, Laval	2002-02-14
BOISVERT, Maurice	611, boulevard Queen Nord, Sherbrooke	2002-11-10
BOUCHER, Sylvain	3450, rue De Bullion, Montréal	2002-11-07
BOUFFARD, Marc	4355, rue Saint-Zotique, app. 201, Montréal	2002-07-31
BOURQUE, Guillaume	1280, rue Woodward, app. 1, Sherbrooke	2002-12-13
BRIND'AMOUR, Cécile	6000, 3 <sup>e</sup> Avenue Ouest, Charlesbourg	2002-03-11
BROCHU, Chantal	217, rue Guy, app. 2, Asbestos	1999-07-10
CARDIN, Louis	4391, rue Gatineau, Rock Forest	2002-05-12
CARON, Louis	460, rue Saint-François Est, app. 12, Québec	2002-08-19
CARON, Aliva	442, rue Taschereau Est, Rouyn-Noranda	2001-12-15
CARTER, Lawrence David	5355, rue Léon, Saint-Hubert	2002-10-22
CHARBONNEAU, Jean-Marie	385, place de la Louisiane, app. 402, Longueuil	2002-10-15
CHAREST, Gérard	54, terrasse Joseph Meunier, Laval	2002-07-18
CHARETTE, Rosaire	1218, rue Acres, Pierrefonds	2000-09-28
CLOUTIER, Johanne	4425, avenue Royale, Saint-Ferréol-Les-Neiges	2002-12-10
COATES, Harold Royal	8686, rue Centrale, Lasalle	1999-10-03
CORBELL, Gilles	2002, rue Principale, Saint-Stanislas	2002-03-13
CORCORAN, Desmond	400, 48 <sup>e</sup> Rue Est, app. 5, Charlesbourg	2001-12-24
CUSSON, Gilles	60, rue de l'Église, Mont Saint-Michel	2002-05-19
DAIGLE, Pierre	6030, rue Lafleur, app. 2, Sainte-Croix	2001-06-26
DAOUT, André	5620, route Marie-Victorin, Contrecoeur	2002-10-19
DÉLISSE, Cécile	4033, rue Masson, app. 22, Montréal	2002-03-08
DEMERS, André	151, 6 <sup>e</sup> Rue, Rouyn-Noranda	2002-05-15
DE REPENTIGNY, André	176, rue Dequoy, Saint-Gabriel	2002-02-14
DROUIN, Jean	761, rue Des Genevriers, Amos	2002-07-31
DUBÉ, Rénaud	31, rue Dallaire, Rouyn-Noranda	2002-06-08
DUGAS, Donald	1689, rang Ruisseau des Anges, Saint-Roch-de-l'Aciguan	2002-07-18
DUGUAY, Gaston	4600, rue Isabella, app. 308, Montréal	2001-11-07
DUMAIS, Denis	263, 11 <sup>e</sup> Avenue, Desbiens	1996-01-17
DUMAS, Jacqueline	3556, rue de la Fontaine, app. 6, Lac-Mégantic	2002-06-04
DUVAL, Jean-Louis	200, chemin Grande Ligne, app. 1, Saint-Alexandre	2003-01-11
FERLAND, Jean	75, rue de l'Éplanade, app. 211, Sherbrooke	2002-06-28
FORIAN, Miklos	3430, rue Jeanne-Mance, Montréal	2002-10-31
FORTA, Ahmed	1650, avenue Cedar, Montréal	2002-11-21
FORTIN, Charles Édouard	50, chemin du Foyer Nord, Alma	1999-10-22
FORTIN, Jacques	2309, rue Saint-Jean-Baptiste, app. 9, Saint-Romuald	2002-08-30
FORTIN, Nicole	95, rue Callières, Longueuil	2002-10-18
FOURNIER, Robert	3, avenue Martel de Brouage, Baie-Comeau	2002-10-15
GABOURY, Raymond	100, rue Laforest, Drummondville	2001-11-09
GAGNÉ, Jean	5119, boulevard Lasalle, Verdun	2002-10-24
GALLANT, Didier	4105, rue Bruno, Drummondville	2002-06-26
GIRARD, André	1650, avenue Cedar, Montréal	2002-11-20
GIRARD, Cécile	250, rue Clermont, Saint-Jérôme	2001-11-25
GIROUX, Pierre	2315, boulevard des Chutes, app. 158, Beauport	2002-04-19
GLENN, George	2120, rue Augustin Cantin, Montréal	2002-05-06
GOYET, Roland	2860, chemin Comtois, Terrebonne	2002-09-29
GOYETTE, Jacques	1920, 4 <sup>e</sup> Rue, Shawinigan	2003-02-06
GREENDALE, Sydney	705, 2 <sup>e</sup> Rue, Saint-Jean-sur-Richelieu	2001-05-20
GRENIER, Jean-Claude	84 ... avenue Du Collège, Beauport	2002-03-16
GROULX, Lilias	317, rue Galipeau, Thurso	2002-07-26
GUAY, Gérard	449, rue Des Vétérans, app. 1, Cap-de-la-Madeleine	2002-10-25
HAIKARA, Charles	8686, rue Centrale, Lasalle	2001-06-29
HALLAS, Fred	6728, rue Delormier, app. 2, Montréal	2002-08-16
HALLÉ, Roland	640, rue Saint-Jean, app. 306, Québec	2002-07-26
HAMEL, Jeannine	7401, rue Hochelaga, Montréal	2002-06-10
HANCOCK (LUCKIE), Louise	1700, boulevard Shevchenko, app. 115, Lasalle	2002-04-04
HÉBERT, Wilfrid	206, rue Des Pins, Saint-Jérôme	2002-12-16
HERVIEU, Louis Victor	1205, rue Labelle, Montréal	2002-05-19
HUDON, Jean	2979, PLACE Dompierre, appartement 5, Sainte-Foy	2001-08-15
HUPÉ, Raymond	461, rue Marconi, app. 105, Laval	2002-07-28
KINDLER, Peter	99, rue Watt, Châteauguay	2001-06-21
KINSLEY, Pierrette	1199, chemin Royal, Saint-Pierre, Ile d'Orléans	2003-01-26
KIROUAC, Myon	550, 2 <sup>e</sup> Rue Québec	2002-11-19
LABRÈCHE, Gabrielle	925, rue Saint-Jovite, Mont-Tremblant	2001-02-18
LACHANCE, Chantal	260, avenue Du Mont-Royal, Montréal	2002-07-14
LAFRAMBOISE, Michel	233, rue Palardy, Saint-Hugues	2002-05-04
LAFRANCE, Gilles	197, rue Des Maronniers, Saint-Adolphe-d'Howard	2002-10-27
LANDRY, Francis	240, boulevard Sainte-Anne, Pointe-au-Père	2002-08-27
LANGLOIS, Michel	65, rue De Madrid, Candiac	2002-05-11
LAURIN, Deirdre (Deidrie)	212, 15 <sup>e</sup> Avenue, Deux-Montagnes	2001-12-31
LAVIOLETTE, Raymond	2801, rue Springland, Montréal	2002-10-10
LAVOIE, Jean-Guy	4625, avenue Delormier, Montréal	2001-10-11
LEDUC, Madeleine	157, 10 <sup>e</sup> Avenue, Ferme-Neuve	2002-07-26
LEMAV, Alain	396, rue Girouard, app. 1, Victoriaville	2002-05-22
LEMON, David	1441, rue Saint-André, app. 305, Montréal	2002-11-29
LÉONARD, Camille	1800, rue Saint-Jacques, Montréal	2002-06-25
LEPAGE, Raynald	227, rue Des Chênes Ouest, app. 1f, Québec	2001-09-23
LETIZI, Fernando	155, rue Sainte-Catherine Est, app. 17, Montréal	2002-11-21
LÉTOURNAU, Claude	76, rue Forget, Sainte-Thérèse	2001-07-23
LÉVESQUE, Florian	370, rang 5, Labrecque	2002-09-27
LOCAS, Albert	12350, rue Du Fort Lorette, app. 103, Montréal	2002-08-20
LYLE, Esther Muriel	3650, rue Saint-Urbain, Montréal	2001-10-16
MAILHOT, Paulette	130, rue de la Barre, app. 523, Longueuil	2002-07-16
MALHERBE, Jean-Pierre	1730, chemin Yamaska, Farnham	2002-10-23
MARCOTTE, Laure	580, rue Bowen Sud, Sherbrooke	2002-02-07
MARIER, Ernest	6360, rue Papineau, app. 402, Montréal	2002-07-04
MC COMEAU, Sylvie	424, rue Julien, app. 110, Québec	2002-04-15
MICHAUD, Sylvain	625, 10 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	2002-05-15
MOREL, Louis	5594, rue Basile-Patenaude, app. 12, Montréal	2002-11-19
NADEAU, Luc	40, rue Brise Du Fleuve, app. 501, Verdun	2002-08-25
OGILVIE, Bruce	1391, rue Hébert, Lasalle	2002-07-25
PAUZÉ, Jean-Guy	1150, rue Bélanger Est, app. 802, Montréal	2002-12-13
PERRON, André	187, avenue d'Amours, Matane	2002-09-29
PIETRONERO, Vincenzo	1724, rue de Springland, Montréal	2003-01-16
PILON, Jean Germain	1998, boulevard Portland, Sherbrooke	2002-06-06
PROVOST (PRÉVOST), Ernest	7375, boulevard Saint-Michel, app. 2, Montréal	2001-08-30
QUINION, John	6617, rue Alma, Montréal	2003-01-25
QUIRO, Yvette	366, rue Argenteuil, app. 22, Rock Forest	2002-06-16
RANCOURT, Lionel	740, 9 <sup>e</sup> Avenue, Contrecoeur	2002-09-03
REIMANN, Wella Helen	1745, rue de Cedar, app. 305, Montréal	2003-01-13
RÉMILLARD, Paul	116, rue Sylvain, app. 1, Victoriaville	2002-04-15
RICE (MICHAUD), Thérèse	1085, boulevard Chomedey, app. 215, Laval	2002-10-27
RICHARD, Stéphanie	8490, rue Des Jachinthes, app. 6, Tricou	2002-03-02
ROULEAU, Armand	6250, avenue Newman, Lasalle	2002-04-23
ROULEAU, Cécile	15, boulevard d'Argenson, app. 302, Repentigny	2002-05-16
ROUSSEAU, Samuel	257, place des Iles, app. 1, Rimouski	2002-12-22
ROY, Fernand	7905, rue Sherbrooke Est, Montréal	2002-08-08
ROY, René	665, avenue Nault, app. 5, Saint-Hyacinthe	2002-05-29

ST-LAURENT, Donat	7401, rue Hochelaga, Montréal	2001-06-17
ST-LAURENT, Line	4727, rue Parthenais, Montréal	2002-12-13
ST-LOUIS, Jeanne	5900, rue Saint-Vallier, Montréal	2002-08-18
SAVARD, Serge	435, avenue de l'Église, Chertsey	2002-09-30
SINCLAIR, Charles John	591, rue Ash, app. 309, Montréal	2003-02-17
SLIGHT, Serge	860, 11 <sup>e</sup> Avenue Sud, Saint-Antoine	2001-11-08
STANFORTHABLETT, Gladys	1534, rue Valiquette, Verdun	2001-10-13
SYLVESTRE, Jacques	4606, chemin Palermont, Sainte-Agathe-Nord	2002-12-13
TARDIF, Alain	6344, rue Louis-Sicard, Montréal	2002-10-27
THÉORÉ, Bernadette	1440, rue Dufresne, Montréal	2000-12-03
TREMBLAY (DEGUISE), Rolande	5164, rue Du Côteau, La Sarre	2002-06-05
TRÉPANIÉ, Jean-Marc	8906, rue Lajeunesse, Montréal	2002-09-13
TRUDEAU, Gaston	1165, chemin Sainte-Foy, Québec	2002-02-07
WILLIAMS, Charles	695, rue Saint-Charles Ouest, app. 104, Longueuil	2001-04-17
YOUNG, Ian	1650, avenue Cedar, Montréal	2002-11-26

**2- Biens situés au Québec dont les propriétaires ou leurs héritiers sont inconnus ou introuvables ou auxquels ils ont renoncé :**

Nom	Domicile	Date du décès
DUMONT, Yves	335, 26 <sup>e</sup> Rue, app. 3, Québec	
MORIN, Jean-Marie	310, rue Saint-André, Québec	
PLAMONDON, Réal	Part d'héritage dans la succession Victorin Plamondon	2000-09-04
PLAMONDON, Sylvain	Part d'héritage dans la succession Victorin Plamondon	2000-09-04
ROBERT, Olivier Augustin	Acquisition de la ruele le 5 février 1872	

**3- Biens délaissés par les personnes morales dissoutes :**

Dumec inc.	Fournitures pour entrepreneurs Thas Itée
Gestion Jean-Pierre Beaudry inc.	Industries Couture Ltée
Les immeubles D.E.V.A.L. Itée	Vitrière Beleoin inc.
2617-3740 Québec inc.	2747-3107 Québec inc.
2858-9851 Québec inc.	9038-4256 Québec inc.
9070-3499 Québec inc.	

Selon l'article 794 du Code civil du Québec, le curateur public dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1<sup>o</sup> du présent avis. Sur demande écrite de la part d'une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l'appui), copie de l'inventaire pourra lui être transmise.

Le curateur public remettra les biens et les revenus produits aux héritiers qui se manifestent dans les dix ans de la date du décès ou en tout temps, dans les autres cas, sauf à l'égard des sommes dont le montant est inférieur à 500\$ ou le droit de les récupérer se prescrit par dix ans à compter de la remise au ministre des Finances.

**4- Avis de clôture d'inventaire**

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que le curateur public, agissant aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec, a procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes :

Nom	Domicile	Date du décès
ANGEL, André	312, 7 <sup>e</sup> Avenue, Grand-Mère	2000-07-05
BEAUCHAMP, Jean	1320, rue Bousquet, app. 2, Laval	2000-01-28
BEAUCHAMP, Yvette	230, rue Jacques-Cartier Nord, chambre 203, Saint-Jean-sur-Richelieu	
BEZEAU, Armand	3500, rue Wellington, Verdun	2002-01-23
BOLDUC, Henri	7141, avenue De la Venierie, app. 3, Anjou	2000-11-09
BONNEL, Andrée	1000, boulevard Sainte-Anne, Joliette	2002-03-29
BOURGET, Bertrand	1325, rue Vigneault, Alma	2002-03-11
BOURQUE, Raymond	3175, boulevard Neilson, app. 7, Sainte-Foy	2000-05-05
BOUSADA HOLMES, Hortense	6565, chemin Hudson, Montréal	2001-08-02
BROUILLETTE, Carle	164, rue Roland Jeanne, Verdun	2000-12-21
COULOMBE, Louis-Philippe	155, mgr Ross, Gaspé	1999-03-25
COUTURE, Normand	500, boulevard Gouin Ouest, Montréal	2001-04-02
DEMERS, Paul (Leopold)	531, rue Laviolette, Saint-Jérôme	1999-12-01
DE SERRES, Paul	914, boulevard Du Lac L'Acthigan, Saint-Hippolyte	2001-12-01
DESCHAMPS, Wallace	2110, rue Wolfe, Montréal	1998-08-01
DESROCHES, Claude	78, chemin des Campeau, Mont-Laurier	2001-11-15
DESROCHES, Stanley	431, chemin Brookdale, Boileau	2000-06-17
DIAZ, Jose Roberto	1205, rue Labelle, Montréal	2001-08-12
DUMBERRY, Roger	5655, rue Sherbrooke Est, Montréal	2001-03-15
DUNN, Anne-Marie (Annie)	2420, boulevard Henri-Bourassa Est, app. 5, Montréal	2001-08-28
DUQUETTE, Roland	305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Belleveue	2001-02-28
DUVAL, Raymond	590, rue Forget, app. 1, Cap-de-la-Madeleine	2000-12-19
FARIALLAH, Ali	100, 85 <sup>e</sup> Rue Ouest, Charlesbourg	2001-09-01
FORTIN, François	2088, rue Du Parc, Varennes	2000-04-01
FOURNIER, André	1794, rue Brébeuf, Longueuil	2001-07-15
GARON, Denis	768, rue Saint-Jean, Chambre 1, Québec	2001-03-01
GERMAIN, Thérèse	301a, rue Notre-Dame, Repentigny	1996-01-20
GILBERT, Severin	262, rue Saint-Paul, Saint-Urbain	2001-09-21
GRÉGOIRE, André	300, boulevard Wilfrid-Hamel, Vanier	1998-03-04
HÉMOND (LECLERC), Murielle	2947, rue Lesage, app. 6, Mascouche	2001-04-27
LAFORGE, Renée	2253, rue Paul Pau, Montréal	2001-02-16
LAFORTUNE, Réal	485, rue Bernard, app. 1, Joliette	2001-07-11
LAPLANTE, Rolande	12, rue Laplante, Arntfield	1999-04-10
LAVERGNE, Aurelius Renaud	74, boulevard Fafard, Baie Saint-Paul	2001-11-12
LEFEBVRE, Gaston Olivier	660, place Catalogne, Ile Bizard	2001-07-07
LÉPINE, Lise	5243, rue Cartier, Montréal	2002-10-16
LÉVESQUE, Jean-Paul	2601, chemin de la Canadière, Beauport	2000-05-17
LORD, David	305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Belleveue	1999-01-28
MARTIN, Elizabeth	2251, rue Régent, Montréal	2000-11-16
MAZZONI (BURON), Gemma	8334, rue Saint-Gérard, Montréal	2001-03-01
MERCIER, Robert	1140, rue Cartier, app. 3, Chambly	2002-04-11
MORSE, Steve	3440, rue Gilbert, La Plaine	2001-03-21
NAGYVAN, Théo	630, rue Sainte-Croix, app. 415, Saint-Laurent	1998-03-16
PAQUETTE, William	2750, rue Joffre, app. 3, Montréal	2002-06-19
PERRON RACINE, Gertrude	100, avenue du Parc, La Baie	2000-01-22